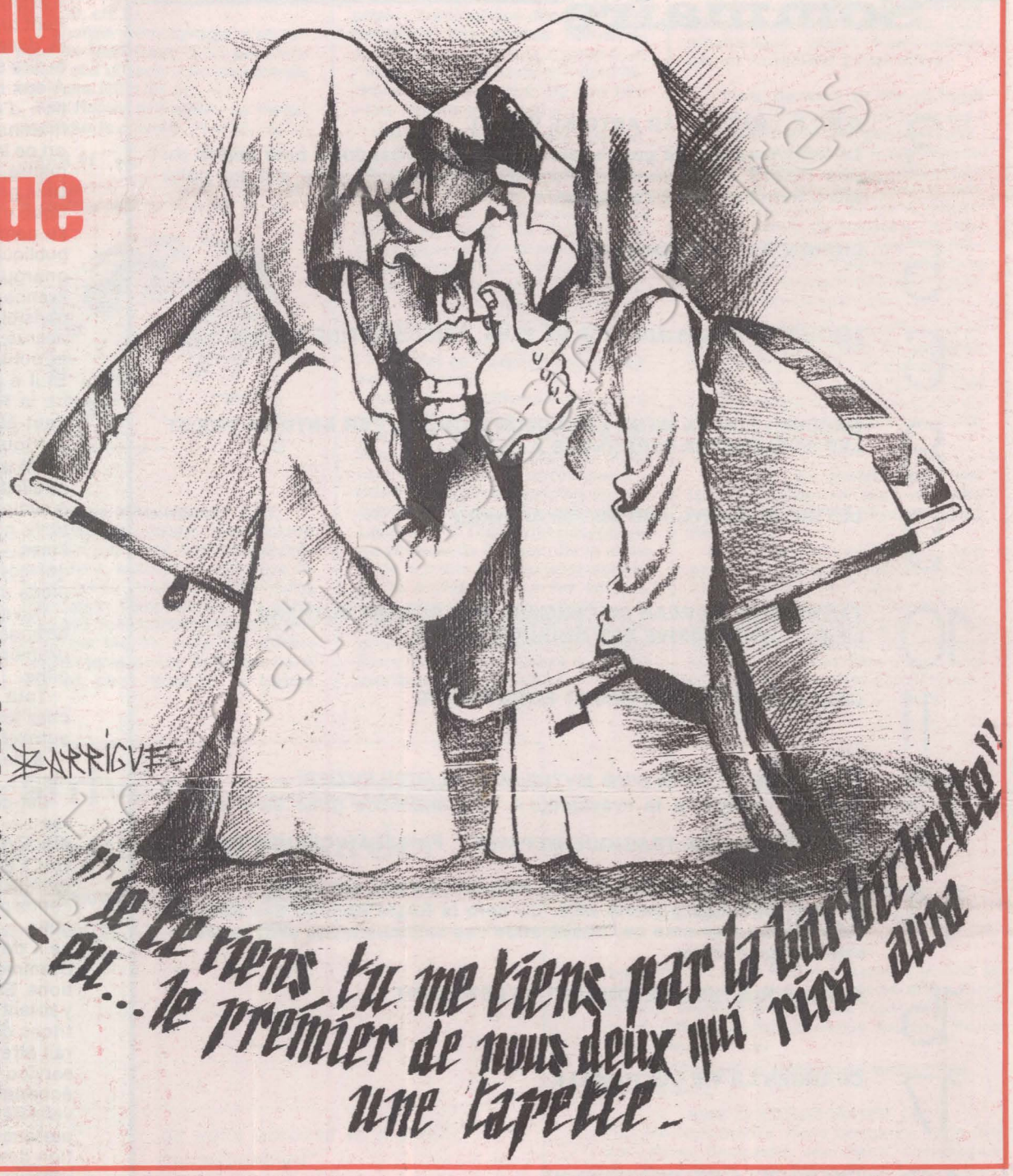
L'unité

N° 118 3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 5 au 11 Juillet 1974

Retour au giron atlantique



A Yalta, Richard Nixon et Leonid Brejnev ont reparlé du monde et de ses problèmes. Ou plus exactement des problèmes que le monde leur pose. Leur rencontre n'a pas été celle de deux boutiquiers ou de deux maquignons sur un champ de foire. Mais celle de deux hommes d'affaires importants, style P.d.g. de firme multinationale. Bien sûr, ils ont parlé affaires. Mais ils ont parlé également de la détente. C'est qu'à pratiquer une gestion libérale de la terreur, il faut bien de temps à autre régler quelques menus problèmes. Pourtant, il est évident que ce condominium planétaire est hors d'état d'aboutir à un véritable désarmement. Et tout d'abord parce que les deux intéressés ne le souhaitent pas. Les armes sont encore une preuve de puissance. Elles sont aussi source de richesse. Il suffit donc de geler la situation, et de laisser les autres se battre.

La liste de ces guerres oubliées est longue. Du Cambodge, où notre collaborateur Marc Filloux a peut-être perdu la vie *(voir page 13)* au Sud-Vietnam, en passant par les Philippines, la Thaïlande, la Malaisie, le Dhofar, le Bélouchistan, le Kurdistan,

(suite en page 2)

LES MULTINATIONALES DES TRAVAILLEURS

Sommaire

3 **O.R.T.F. : RATÉ !, PAR ANTOINE VIOLET**
La belle machine de guerre montée par Denis Baudouin pour mettre au pas l'O.r.t.f. s'est enrayée. Pour le moment l'offensive est au point mort. Rendez-vous à l'automne.

5 **CHANGER LA VIE POLITIQUE**

6 **JEUNES : 2 500 000 ADULTES DE PLUS, PAR CHRISTINE COTTIN.**

8 **GAUCHE : SUR LA MEME LONGUEUR D'ONDES, PAR ANTOINE VIOLET**
LES SOCIALISTES ESPAGNOLS A PARIS

9 **LETTRE PERSANE, PAR SERGE RICHARD**

10 **TANNERIES : LA PEAU DE CHAGRIN, PAR ROBERT BUTHEAU**
L'E.D.F., LOCOMOTIVE DES GROUPES PRIVES.

11 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE**

12 **ARGENTINE : LA FIN D'UN MYTHE, PAR CLAUDE FUZIER**
Derrière « Madame la Présidente », une éminence grise bien inquiétante.
CAMBODGE : UNE TRAGIQUE MEPRISE ?, PAR JEAN-CLAUDE RIEU.

14 **BEAUBOURG : L'USINE A REVER, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS**
En rêve, Beaubourg existe déjà. Ce sera la Régie Renault des Affaires Culturelles. La somme de l'imagination des saltimbanques et de la précision des géomètres.

15 **PONTUS HULTEN : « ETONNANT ET DETONANT »**

17 **CHANGER LA VIE CULTURELLE**

18 **CHANGER LA VIE QUOTIDIENNE**

19 **LES MULTINATIONALES DES TRAVAILLEURS. UN ENTRETIEN AVEC CHARLES LEVINSON.**
Le pouvoir aujourd'hui s'appelle General Motors, I.t.t., Rhône-Poulenc ou Michelin. C'est là que se décident les licenciements, les salaires, le chômage. C'est là qu'il faut se battre.

PHOTOS ET DESSINS
Barrigues (pages 1, 13, 20) ; Jean-Pierre Coureuil (pages 3, 9, 21) ; Pascal Lebrun (page 19) ; Markaian (page 14) ; André Morain (page 15) ; Rousseau (page 16) ; Sabadel (pages 7, 11) ; Teich (pages 5, 24).

→

le Tchad, le Chili, des hommes et des femmes meurent. Bien sûr, ce ne sont pas des guerres glorieuses. Trop longues, ne remettant pas en cause l'équilibre du monde, elles font peu parler d'elles. Pour Nixon et Brejnev, elles ne sont que péripéties secondaires, moyen de fixer le jeu. A Moscou, les hommes d'affaires ont signé des contrats. Ailleurs, des hommes, des femmes et des enfants sont morts. Tout est normal.

La « France du changement » se complaît à ce spectacle. Mieux, elle s'apprête à obéir. Après avoir réaffirmé à Bruxelles sa dépendance envers le grand allié, elle a délégué tous ses pouvoirs à Nixon.

Cette inflexion de la politique française n'étonnera pas. Valéry Giscard d'Estaing tient tout d'abord à s'intégrer au mieux dans la division internationale du travail. C'est-à-dire se mouler dans le schéma américain. A eux le leadership, aux Européens la gestion d'espaces mineurs mais « sûrs ». Les multinationales ne veulent plus de l'Europe, on ne la fera pas. Washington veut parler en maître, on l'écoutera. C'est que les Etats-Unis ont à nouveau les moyens de leur politique et que cette politique ne répugne pas, au contraire, au nouveau président de la République. Et pourtant, de Jobert en Sauvagnargues, cet ancien partisan de la C.e.d., la France de Giscard se prépare à quelques révisions déchirantes. Outre l'obéissance accrue aux U.s.a., l'abandon de l'essentiel de la politique extérieure gaulliste se dessine. Et il n'est pas exclu, à terme, que le retrait de la France de l'Otan soit mis en cause. Peut-être pas d'une manière brutale, mais par touches successives.

On a souvent dit que, contrairement aux gaullistes, les Républicains indépendants n'avaient pas de doctrine militaire. En réalité, ils n'avaient pas — au contraire des gaullistes — ce goût de l'indépendance nationale qui conduit à s'interroger sur le rôle et la place de l'Armée.

Devant mettre en pratique une politique étrangère, il est évident que rapidement le problème de l'Armée va être posé par le régime.

Tout d'abord parce qu'un malaise existe chez les officiers et les sous-officiers. Et un autre chez les appelés. Régler cela c'est déjà — à peu de frais — « introduire le changement ».

Est-ce un hasard si, soit au plus haut niveau — l'état-major — soit chez les jeunes officiers exerçant un commandement, des voix s'élèvent ? Les premiers affirmant la pérennité des missions gaulliennes, les seconds posant les questions auxquelles le régime va devoir répondre. Dans « le Monde » de lundi dernier, un chef d'escadron, Dominique Chavanat, a posé de telles questions. Et a souhaité que des réponses claires y soient données. Ces questions sont révélatrices des changements que Giscard pourrait être amené à conduire : une réforme du service militaire — cela peut séduire. Des économies — cela est populaire. Une nouvelle définition de nos alliances militaires et, partant, de la prise en charge et de l'utilisation des forces stratégiques — cela est plus difficile, mais enfin... Et, surtout, une nouvelle définition du rôle de l'Armée à l'intérieur de nos frontières. C'est-à-dire lui donner — au cas où... — une part plus importante de la fonction répressive. L'article de Chavanat n'est peut-être que le résultat de la réflexion d'un militaire isolé. Ou, plus simplement, un ballon d'essai. Il est toutefois un reflet des questions auxquelles le régime va devoir répondre. Et les positions prises en politique extérieure laissent deviner quelles pourraient être les réponses, c'est-à-dire ce que sera la doctrine militaire de Giscard.

■

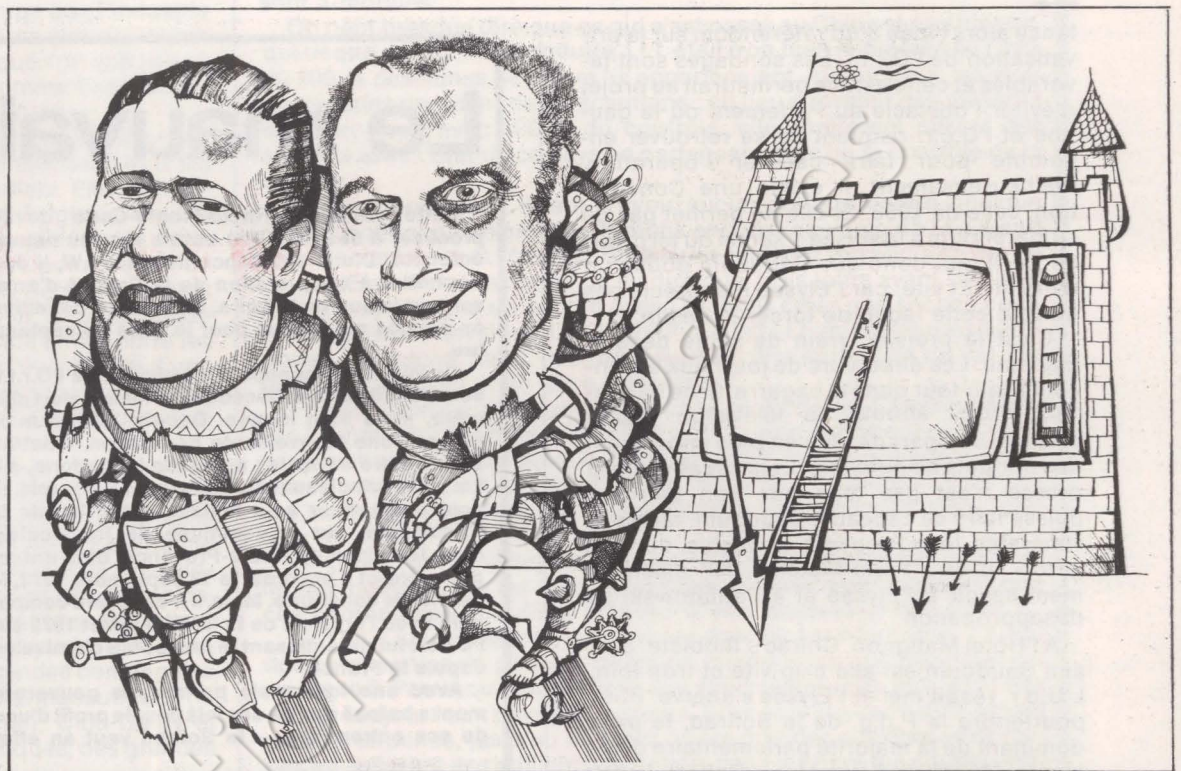
O.r.t.f.

RATÉ !...

La belle machine de guerre montée par Baudouin pour mettre à bas l'O.r.t.f. s'est enrayée. Rendez-vous à l'automne

Pour réussir, l'opération devait être rondement menée. Denis Baudouin rêvait d'une télévision enfin privatisée, Michel Poniatowski avait toujours défendu cette idée. Les temps étaient au changement, aux décisions brusquées. Il fallait donc foncer. Sans trop se soucier des susceptibilités.

Et puis, le jeu en valait la chandelle. Orphelin de Georges Pompidou, homme-lige du clan Pierre Juillet-Marie-France Garaud, Baudouin avait très bien supporté l'élection de Valéry Giscard d'Estaing. Il s'était vu confirmer dans ses fonctions de président-directeur général de la Sofirad, cette société d'Etat qui contrôle financièrement les radios dites périphériques. A la grande satisfaction de l'Elysée, la prise en main de R.t.l, entreprise en décembre dernier sous la houlette de Pierre Juillet, commençait à donner ses fruits. Lors d'une réunion, tenue discrètement à Matignon le 20 juin dernier, son ami Jacques Chirac lui avait même confié le délicat dossier de l'Agence France-Presse. Non sans mal, mais non sans habileté, Baudouin avait même sauvé ce gadget inutile et imbécile : la délégation générale à l'Information.



Denis Baudouin et Roger Chinaud.

A ce superbe tableau de chasse, il ne manquait que le contrôle direct d'une chaîne de télévision.

La grève des agents T1 et T2, mal expliquée et mal comprise par l'opinion publique. La proximité de la publication du rapport Chinaud sur la gestion de l'Office. Un sondage providentiel paru dans « France-Soir » qui indiquait que 68 % des Français n'étaient pas opposés à la création d'une chaîne privée. L'heure était venue.

Même Prouvost

Les premiers journalistes qui s'intéressent à la privatisation de l'Office sont alors très bien accueillis par Baudouin. Ils croient comprendre que le P.d.g. de la Sofirad s'intéresse à la toute récente troisième chaîne. A la sortie de son bureau, ils expliquent dans leurs journaux que la Sofirad pourrait créer une société d'économie mixte avec deux banques nationalisées et exploiter commercialement les installations de l'Office, que les Français ont payées de leur redevance. Pour amadouer le patronat de la presse et s'assurer de juteuses rentrées publicitaires, les accords pourraient même être conclus avec les grands quotidiens de province.

Toujours serviable, Chinaud fournit à plusieurs journaux — dont « Minute » — une photocopie de son manuscrit avant la présentation officielle de son rapport. La mise en valeur de quelques anecdotes croustillantes doit lui assurer une publicité flatteuse et permettre d'atteindre le but voulu : persuader l'opinion que seule la télévision privée fera cesser la gabegie à l'Office.

Mais ce n'était là que rideau de fumée et manœuvre d'intoxication. Le 23 juin, « l'Express » publie un long article de Jacques Perrier et une interview de Denis Baudouin. Puisqu'aucune levée massive de boucliers n'a eu lieu, puisque l'Elysée n'a manifesté que silence, donc acceptation implicite, il faut maintenant abattre son véritable jeu. Il ne s'agit plus, pour la Sofirad, de s'adjuger la troisième chaîne, mais la première. Beaucoup plus rentable commercialement, beaucoup plus intéressante politiquement pour Baudouin et ses amis.

Le but est en vue. Un journaliste d'Europe I, dont Baudouin est le patron financier,

→

La gauche et l'O.r.t.f.

Le Comité de liaison des trois partis de gauche a adopté vendredi dernier le texte suivant :

« Le Parti socialiste, le Mouvement des radicaux de gauche et le Parti communiste français dénoncent la campagne actuellement menée par le Pouvoir pour préparer l'opinion à la prochaine mise en application du vieux projet de privatisation de l'O.r.t.f. et de démantèlement du service public de la radio-télévision.

« S'en prendre à la mauvaise gestion de celui-ci, c'est tenter de dissimuler les véritables responsabilités, celles du Pouvoir lui-même qui, depuis 15 ans, a nommé et révoqué 8 directeurs ou P.d.g. de l'O.r.t.f., toujours choisis en fonction de leur docilité et non de leur compétence en matière d'information.

« Les trois partis estiment inadmissible que le service public de l'O.r.t.f. instrument d'information, de confrontation des idées, d'éducation, de culture, qui appartient à la nation et dont les équipements ont été financés par la collectivité, soit transféré à des intérêts privés, expression de la classe économique dirigeante. Ils entendent tout mettre en œuvre, avec l'ensemble des forces démocratiques, pour informer les Français des véritables buts de l'opération poursuivie par le gouvernement, qui continue à écarter presque totalement les représentants de la moitié des Français des grands moyens d'information nationaux. »

RATÉ !...

→

lance alors l'idée d'un référendum sur la privatisation de l'O.r.t.f. Les sondages sont favorables et cette astuce permettrait au projet d'éviter l'obstacle du Parlement où la gauche et l'U.d.r. risquent de se retrouver ensemble pour faire capoter l'opération. Malheureusement, il existe une Constitution, celle de 1958. Et elle ne permet pas de « référendum à la suisse » sur tel ou tel projet de loi. Il faut donc que Baudouin publie un démenti. Et vite: car l'Elysée n'apprécie pas du tout cette façon de forcer le destin.

C'est le premier grain de sable dans la machine. Les directeurs de journaux se lancent à leur tour dans la bagarre. Si ce dangereux projet aboutit, la télévision privée prendra une part de plus en plus importante des budgets de publicité. Et la situation de la presse n'est pas telle que son patronat puisse faire ce cadeau à Baudouin. Même le vénérable Jean Prouvost, du textile, du « Figaro » et de « Paris-Match », fait discrètement savoir à l'Elysée et à Poniatowski sa désapprobation.

A l'Hôtel Matignon, Chirac s'inquiète. Son ami Baudouin est allé trop vite et trop loin. L'U.d.r. réagit mal et l'Elysée s'énerve. Pour pourfendre le P.d.g. de la Sofirad, le parti dominant de la majorité parlementaire délègue le député de Saint-Maur, Robert-André Vivien, qui se découvre pour l'occasion une vocation de partisan acharné du monopole après avoir défendu, il y a encore quelques mois, l'idée d'une chaîne privée. Ses coups portent. Et puis, malgré les efforts méritoires de René Tomasini pour corrompre l'U.d.r., il n'y a actuellement aucune chance pour que le projet Baudouin soit voté à l'Assemblée.

A l'Elysée, les conciliabules et les conseils restreints se succèdent. Le projet de « sofiradisation » de l'Office est passé au crible. Il est souvent léger et dangereux. Rien, par exemple, n'est prévu pour le bon tiers des 16 000 employés permanents de l'O.r.t.f. qu'il faudrait licencier. Et comme l'expliquait, mercredi dernier, un très proche conseiller de Chirac : « Ce n'est vraiment pas le moment de créer une situation de type Lip. La gauche et les syndicats de l'O.r.t.f. se mobiliseraient immédiatement. Un guépier parfait. »

La guerre de l'ombre est dès lors perdue pour Baudouin. Son ami Chirac, à partir de jeudi, fait discrètement savoir aux journalistes qu'il n'est plus question de toucher au monopole de l'Office. Et que le plan Baudouin « ne tient pas debout ». Il ne reste plus alors au Conseil des ministres de mercredi qu'à prendre les dispositions pour une nouvelle réforme. Elle permettra de démanteler un peu mieux l'Office et d'offrir quelques têtes en pâture à l'opinion. La bonne tradition, en somme : depuis 1945, l'O.r.t.f. a bénéficié de 18 projets de loi a vu se succéder à sa tête, depuis 1958, huit P.d.g. Pas un de moins.

Cette fois, il y aura sept présidents-directeurs généraux, sept conseils d'administration et sept établissements autonomes. L'un d'eux sera uniquement chargé de la diffusion, c'est-à-dire des émetteurs et des ré-émetteurs. Un autre, de la « production lourde ». Quatre autres, des chaînes radio et télévision. Et la dernière, des « relations extérieures et de la coopération » — c'est tout simplement l'accélération et la radicalisation de la réforme que Marceau Long avait depuis longtemps préparée. Le processus-type de démantèlement.

Les dispositions arrêtées mercredi permettent simplement au Pouvoir de reculer pour mieux sauter. Baudouin a échoué, mais d'autres mains vont reprendre le flambeau. Jean Frydman, le promoteur de canal 10, refuse aujourd'hui de recevoir les journalistes. Ce qui ne l'empêche pas de préparer une relance de son projet : il s'agirait de créer une chaîne privée de toutes pièces. Sans se préoccuper de l'O.r.t.f. Et il n'est pas le seul à préparer de nouvelles grandes manœuvres. Rendez-vous en septembre.

ANTOINE VIOLET

Le mauvais exemple

Cette semaine, Radio-Monte-Carlo devait procéder à ses premiers essais sur son nouvel émetteur. D'une puissance de 2 000 kW, il doit permettre à cette station de la Sofirad d'arroser tout le sud de la Loire. Son entrée définitive en service est prévue pour le mois de septembre.

Ce jour-là, le monopole d'émission de l'O.r.t.f. sera définitivement décédé. Une mise à mort discrète, mais bien menée. Depuis 1963, R.m.c., grâce à une bienveillante dérogation, émettait en territoire français : au col de la Madone, à 6 km de la principauté monégasque. Cette fois, le nouvel émetteur sera installé à 120 km de la Principauté, sur la commune de Roumoules, dans les Alpes de Haute-Provence. Bien entendu, le préfet a accordé, le 13 septembre 1973, le permis de construire. Mais, il n'est guère compatible avec l'article 2 de la loi du 3 juillet 1972 sur l'O.r.t.f. lui garantissant le monopole d'émission depuis la France.

Avec une hypocrisie parfaite, le gouvernement a bafoué une de ses lois pour le profit d'une de ses entreprises — la Sofirad veut en effet améliorer la « couverture » du territoire national par les postes périphériques. Europe I a porté sa puissance de 1 200 à 1 400 kW en avril 1974. Sud-Radio, qui émet depuis le pic Blanc, dans les Pyrénées, est passé en 1973 de 300 à 900 kW. Et Denis Baudouin cherche actuellement 400 millions d'anciens francs pour doubler cette capacité.

Le Pouvoir aimerait bien que cette longue suite de dérogations passe inaperçue. Car elle signifie que n'importe qui va bientôt pouvoir émettre du territoire français. Personne ne voit comment le gouvernement pourrait s'y opposer, après avoir autorisé R.m.c. qu'il contrôle, à le faire. Ce serait alors une nouvelle version radiophonique de « l'arroseur arrosé ».

Cela signifiera aussi que la bataille autour du monopole de radiodiffusion va se déplacer. Revenir en arrière ne sera plus possible. Comment proposer d'interdire les chaines de radio périphériques ? Mais il restera un axe essentiel de lutte : que la radiodiffusion de l'Etat soit enfin un véritable service public. Il serait temps que cela soit.

Sofirad: un instrument du Pouvoir

La Sofirad, c'est-à-dire la Société financière de radiodiffusion, a été créée en 1942 par le régime de Vichy. Elle permet au Pouvoir de contrôler les chaînes de radio financièrement. Et donc politiquement.

La Sofirad a deux filiales, la société Radio-Monte-Carlo, de nationalité monégasque, et Sud-Radio, de nationalité andorrane. Le capital de R.m.c. est détenu pour 83,34 % par la Sofirad et pour 16,66 % par l'Etat princier. Cette filiale possède la concession de l'exploitation de la radiotélédiffusion depuis le territoire monégasque. Mais, en 1953, la Sofirad a cédé à une société monégasque — dans laquelle Europe I - Image et Son détient 32 % du capital — le permis d'exploitation de Télé-Monte-Carlo.

Le capital de la société Sud-Radio est détenu à 99,44 % par la Sofirad. Cette société, qui possède 33,26 % des actions d'Europe I, y détient le véritable pouvoir par un très subtil jeu d'actions.

D'autre part, elle contrôle à 49 % la Compagnie libanaise de télévision. Elle a participé en 1969 avec l'O.r.t.f. à la constitution d'une société, la Sometra, chargée d'installer à Chypre des émetteurs qui relaient sur ondes moyennes les émissions de Radio-Monte-Carlo destinées au Proche-Orient.

Cette société est déjà implantée à l'Office. Puisqu'elle possède 30,5 % de la Régie française de publicité, une entreprise qui a l'exclusivité publicitaire des deux chaînes de télévision.

Son conseil d'administration comprend dix membres. Huit sont nommés par le gouvernement et deux représentent le patronat de la presse.

Denis Baudouin est son président. Mais tout le monde s'intéresse à une si rentable société. Quand il était ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing a pris bien soin d'y faire nommer son chef de cabinet d'alors, Victor Chapot.

changer la vie politique

THE RIGHT MAN

Pinochet a trouvé l'homme qu'il fallait pour mettre à la tête des services de renseignements du Chili. Il s'agit de Walter Rauff, ancien colonel de S.s. qui fut responsable des chambres à gaz ambulantes du Reich, puis de la gigantesque rafle de Juifs à Tunis en 1942. Bonn avait vainement demandé l'extradition de Rauff.

MITTERRAND A LISBONNE

A peine rentré de Londres, où il a rencontré dimanche les leaders de l'Internationale socialiste, François Mitterrand, invité par Mario Soarès, secrétaire général du Parti socialiste portugais et ministre des Affaires étrangères, est parti mardi pour le Portugal. Avec un programme chargé d'entretiens (notamment avec le général Spinola), de visites et de réunions publiques, à Porto et à Lisbonne. Il a pu ainsi étudier sur place ce qui a été accompli depuis le 25 avril dernier, mesurer les difficultés rencontrées par le nouveau régime et s'informer des perspectives qui s'offrent à la gauche portugaise. Le Premier secrétaire du Parti socialiste était accompagné de Robert Pontillon, Gaston Defferre, Louis Mermaz ainsi que Claude Estier, qui rendra compte de ce voyage dans le prochain numéro de « l'Unité ».

« D.U. » EN ALGERIE

Démocratie et Université, mouvement associé au P.s., vient de prendre deux initiatives pour le renforcement de l'internationalisme dans le mouvement socialiste français. D'abord, en créant un secteur international animé par des spécialistes du Tiers-Monde et de l'Europe. Ensuite et surtout, en organisant un voyage d'études en Algérie du 6 au 30 juillet, avec la participation d'un groupe de militants de Paris et du Havre. Afin de préparer politiquement ce voyage, une délégation de Démocratie et Université, conduite par Gérard Delfau, a été longuement reçue le 28 juin par l'ambassadeur Bedjaoui.

DES AMIS TOUT TROUVES

Si les sympathies racistes des élus niçois restaient à prouver, c'est maintenant chose faite. Le conseil municipal de la ville de Jacques Médecin vient en effet de décider le jumelage de Nice avec Le Cap, capitale législative de l'Afrique du Sud.

Comme le rappelle le Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix, « l'Onu a voté des résolutions répétées préconisant les mesures indispensables pour isoler dans tous les domaines le régime raciste sud-africain, qui viole insolemment les droits de l'homme et maintient sous l'oppression la plus atroce, 18 millions de Nôirs, d'Indiens et de métis (82 % de la population). » Il faut espérer que la population niçoise et les mouvements et partis de gauche sauront se mobiliser pour accueillir comme il convient la délégation sud-africaine attendue à Nice ce samedi.

HISTOIRE MORALE

Monsieur Hervé de Fontmichel est maire de Grasse. Et ami de Jacques Médecin, caïd de la région niçoise et collaborateur régulier de « Minute ». L'an dernier, il organisa dans sa bonne ville la chasse aux travailleurs immigrés. La grande tradition des ratonades.

Monsieur le maire avait aussi un conseiller du nom de Michel Chassagne. Il vient d'être écroué pour « vol qualifié ». Il serait l'instigateur d'une attaque à main armée contre un encaisseur. Butin : 55 900 F.

Voilà, somme toute, une histoire morale.

MITTERRAND AVEC LES NOUVEAUX ADHERENTS

Lundi prochain à 20 heures 30, à la Mutualité (Salle C), François Mitterrand animera une réunion particulièrement destinée aux nouveaux adhérents des huit départements de la Région parisienne.

SOLIDARITE AVEC LE CHILI

A l'appel des organisations constituant le Collectif national Solidarité Chili, une conférence pan-européenne de solidarité avec le peuple chilien aura lieu samedi après-midi et dimanche au Palais des Congrès de la Porte Maillot. Elle réunira, autour des dirigeants en exil de tous les partis de l'Unité populaire chilienne, des représentants des grands partis de gauche européens et de nombreuses organisations démocratiques de plusieurs pays. Préparée depuis plusieurs mois, cette conférence sera la plus grande manifestation internationale de solidarité avec le Chili depuis le putsch fasciste du 11 septembre dernier.



UN SCANDALEUX PROCES

Le procès de Beate Klarsfeld, cette jeune Allemande qui lutte pour démasquer les anciens responsables nazis, a commencé le 25 juin. Elle doit répondre de ses actions contre plusieurs d'entre eux. Et notamment de la tentative d'enlèvement de Kurt Lischka qui fut, de novembre 1940 à octobre 1943, chef de la Gestapo pour la Région parisienne.

Beate Klarsfeld et son mari veulent avant tout obtenir la ratification de la convention judiciaire franco-allemande du 2 février 1971 qui permettra aux tribunaux allemands de juger les criminels de guerre nazis condamnés par contumace en France après 1945. Mais le Parlement de la R.f.a. paraît peu pressé d'inscrire cette ratification à son ordre du jour. Et d'anciens nazis qui occupent aujourd'hui de hautes responsabilités font tout pour s'y opposer. Comme le dit Jean-Pierre Bloch, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, « si aujourd'hui on assassine impunément à travers le monde et que les fascistes et les nazis relèvent la tête, c'est sans doute parce que ces gens-là n'ont jamais purgé leur peine. »

● Gala de soutien à l'Union nationale des étudiants du Maroc, vendredi 5 juillet à 18 h 30, Maison du Maroc (1, Bd Jourdan, Paris 14e), avec la participation de chanteurs et d'artistes (Maurice Fanon, Alex Métayer, Claude Santoni, Imanol, Mara).

2.500.000 ADULTES DE PLUS

« Alors, morveux, on va voter ? » Comme quoi il est plus facile de changer une loi que les mentalités.

Rapatrier les jeunes, décoloniser les femmes : avec stupéfaction, les Français ont constaté qu'il fallait quelques jours à peine pour gommer de leur vie quotidienne deux anachronismes particulièrement criants.

Le 25 juin, après un bref débat, l'Assemblée nationale décide à l'unanimité moins une voix d'abaisser la majorité électorale et civile de 21 à 18 ans. Le 28 juin, la contraception est à l'ordre du jour. En quelques heures, le Parlement met au point le projet de loi qui sera soumis au vote en octobre. Finis les carnets à souche et les innombrables « cancers » provoqués « par la pilule » : la contraception sera prescrite à toute patiente qui en fera la demande, quel que soit son âge, dans le respect de son anonymat, et sera remboursée par la Sécurité sociale.

A n'en pas croire ses yeux. Car ce n'est pas d'hier que datent les projets de loi dans ce sens, issus de la gauche et systématiquement enterrés par la majorité. En 1946, déjà, un projet de Constitution voulait abaisser à 20 ans l'âge de la majorité pour permettre aux jeunes, très actifs pendant la Résistance, d'accéder plus vite aux responsabilités civiles et politiques. Il ne sera jamais voté. Dernièrement encore, socialistes et communistes multipliaient leurs propositions sur ce thème. La majorité chancelante faisait la sourde oreille. Pas question de lancer sur le marché électoral 2,5 millions de jeunes dont les suffrages ne sont pas sûrs.

Quant à la contraception, il faut remonter à la campagne présidentielle de 1965 pour voir le problème soulevé publiquement par François Mitterrand. Après : chacun connaît les déboires de Lucien Neuwirth qui reprit ce thème pour le compte de la majorité.

Mais alors, pourquoi ce brusque revirement du gouvernement ? Certes, Giscard d'Estaing l'avait promis pendant sa campagne. Mais tout le monde sait ce que valent les promesses de Giscard. Il faut sans doute chercher ailleurs les raisons qui poussent les hommes de ce gouvernement à renier d'un coup la politique qu'ils ont soutenue pendant 16 ans.

En fait, trop fragile sur sa base, la nouvelle majorité ne se sent pas de taille à endiguer un mouvement qui ne cesse de s'amplifier depuis mai 1968.

A cette époque, l'explosion des jeunes rend apparente la première fissure de l'équilibre archaïsant de notre société. Mais l'ordre est rétabli. On commence à se remettre de la grande émotion. Dans les faits, rien semble-t-il n'a changé. Et pourtant...

Responsable pour la prison

Pourtant, l'amélioration du niveau de vie et de la qualité de la nutrition a un effet direct sur les jeunes nés après la guerre. On calcule qu'il faut 18 ans à un être humain pour atteindre sa taille adulte. Contre 26 ans au siècle dernier. De même, la maturité intellectuelle est plus précoce grâce à la prolongation de la scolarité, la multiplication des moyens d'information écrits ou audio-visuels, le développement de tous les modes de communication et de transport. Les jeunes ont la capacité de juger plus tôt. Et ils entendent l'exercer dans tous les domaines. Ainsi sur 2,5 millions de 18 /21 ans en novembre 1972, 1,7 million travaillent déjà, et gagnent leur vie. Environ 90 000 d'entre eux se marient chaque année : près d'une personne sur trois qui se marie a moins de 21 ans. Enfin, depuis le vote de la loi sur l'émancipation des mineurs en 1964, le nombre des émancipés va croissant. En 1968, 21 148 parents ont obtenu l'émancipation de leur enfant, se rendant compte d'eux-mêmes de l'absurdité qu'il y a à maintenir sous leur responsabilité civile un adolescent déjà responsable de ses actes devant la Justice pénale.

Car telle était l'aberration : à 18 ans, un jeune qui vole est tenu pour responsable de son acte. Il n'était alors plus justiciable des tribunaux pour enfants et se retrouvait déféré aux juridictions de droit commun comme n'importe quel adulte. Mais sa majorité s'arrêtait là. Dans tous les autres domaines, jusqu'à 21 ans, il était jugé irresponsable, donc mineur. Toutes les décisions importantes de sa vie nécessitaient l'autorisation de ses parents ou tuteurs.

Combien de jeunes de plus de 18 ans ne se sont-ils pas faits refouler à des frontières parce que, malgré leurs papiers en règle, ils ne possédaient pas la sacro-sainte autorisation paternelle pour sortir du territoire français ? Et combien d'entre eux devaient-ils attendre 21 ans pour épouser l'élu(e) de leur cœur ?

Les magistrats qui s'occupent de mineurs reconnaissent que le cas est fréquent. D'autant plus fréquent qu'on se rapproche du Sud de la France où la liberté laissée aux filles est encore plus réduite. Pour échapper à la tutelle de parents trop répressifs, nombre de mineurs de 18 à 21 ans quittent le domicile familial et vont souvent se placer d'eux-mêmes sous la tutelle d'un juge pour enfants. Ils savent qu'ils peuvent se faire ramener manu militari chez eux, expérience traumatisante s'il en est. C'est pourquoi, trois fois plus souvent que les autres mineurs en rupture avec leur famille, les 18 /21 ans sollicitent d'eux-mêmes l'intervention du magistrat. A l'égard de cette classe d'âge, les mesures d'autorité sont généralement considérées comme vouées à l'échec par l'ensemble des magistrats de l'assistance éducative. Il faut que le grand adolescent adhère aux mesures qui lui sont proposées pour qu'elles réussissent. Une preuve de plus qui permet de considérer que l'âge de 18 ans constitue un seuil de rupture dans la prise en charge éducative. A cet égard, quelques chiffres sont éloquents. C'est dans trois cas sur quatre parce que la « moralité » est en danger que le juge pour enfants est amené à intervenir pour les mineurs au-dessus de 15 ans. Il ne faut pas s'étonner, dans ces conditions, que les filles faisant l'objet d'une procédure d'assistance éducative soient majoritaires (53,2 %) chez les 18 /21 ans alors qu'elles sont minoritaires (48,21 %) parmi les 69 144 mineurs assistés en 1969.

10 ans de retard

Les vieux principes ont la vie dure et les parents restent plus tolérants pour la moralité de leur fils que pour celle de leur fille. Ainsi combien d'interdictions de contraception ont-elles conduit ces toutes jeunes femmes à des solutions désespérées ? La rébellion des filles de 18 à 21 ans, souvent plus mûres que les garçons du même âge, est donc plus fréquente, du simple fait de l'inadéquation plus profonde qui existe entre leur statut de mineure et leur maturité.

Un dernier pourcentage reflète bien ce seuil de maturité incontestablement franchi par les 18 /21 ans : s'ils représentent 15 % de la population française, ils forment seulement 8 % des mineurs assistés tandis que leurs cadets, les 15 /18 ans, soit 14 % des Français, représentent 21 % de la population concernée par l'assistance éducative.

Incontestablement, la notion d'âge a évolué et les 18 /21 ans d'aujourd'hui n'ont plus grand-chose à voir avec ces mineurs sous tutelle incapables de conduire leur vie. « Je me sens très responsable de tous les actes que je fais », assure Catherine, 19 ans, étudiante en espagnol, sans la moindre forfanterie.

Ce phénomène n'est pas particulier à la France. Il y a 4 ou 5 ans, la majorité tant civile qu'électorale était, sauf en Europe de l'Est, fixée à 21 ans. Un peu partout elle s'est abaissée. En 1969, déjà, le Bureau de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe prônait un abaissement uniforme de l'âge de la majorité à 18 ans. La Grande-Bretagne par exemple l'a réalisé à cette époque. L'Italie et la Belgique font maintenant figure de retardataires, avec leur majorité à 21 ans.

Quant au développement de la contraception, le rang de la France n'était guère plus brillant : « Ce n'est pas dommage ! Nous avions 10 ans de retard », remarque un monsieur vêtu d'un pardessus strict en commentant la « une » d'un quotidien qui an-



nonce le remboursement de la contraception. Dans son kiosque de toile verte, le marchand de journaux acquiesce sans hésiter, aussitôt approuvé par une dame d'une soixantaine d'années.

Ainsi, ils sont tous d'accord au moins sur un point : la contraception c'est mieux qu'un avortement. Bel ensemble à mettre au crédit de tous ceux qui se battent depuis 15 ans pour la libéralisation de la contraception. Sans oublier tous ceux qui depuis 1972 réclament la liberté de l'avortement, et ont beaucoup contribué à la prise de conscience du problème par l'ensemble de la population.

A peine élu, Giscard a voulu prendre l'initiative, prouver qu'il était « le changement ». Mais elle fut toute relative, car indiscutablement le chef de l'Etat s'est fait dépasser par l'Assemblée dans ses projets. Giscard d'Estaing, comme le rappelait Jean Lecanuet, Garde des Sceaux, souhaitait dissocier la majorité électorale de la majorité civile et attendre pour évoquer le remboursement de la contraception par la Sécurité sociale. D'un côté comme de l'autre, l'Assemblée a sauté le pas sans plus de formalités. Il est à craindre, d'ailleurs, que les discussions n'aient été un peu précipitées et insuffisamment préparées. En réalité, la réforme est si vaste que les législateurs n'ont certainement pas pensé à toutes les modifications qu'elle entraînerait. Outre la centaine de lois qui concernent directement le sort des mineurs, pratiquement chacun des codes civil, pénal, électoral, social, du travail, du commerce, de la famille et de la Sécurité sociale — pour ne citer que les plus importants — sera à réviser. La mise à jour de toutes ces dispositions risque donc d'être longue et laborieuse.

Et c'est sans doute pour cette raison que la réaction des 2,5 millions de mineurs concernés est très tempérée. Surpris, ils sont dans l'expectative. Ils ne se rendent pas encore compte de ce que recouvre cette réforme.

La seule mesure concrète qu'ils peuvent apprécier immédiatement : dès le 1er septembre 1974, ils pourront s'inscrire sur les listes électorales. Et pour une forte majorité d'entre eux, c'est « vachement » important. « Dans ma classe, en terminale B, on a tous demandé au prof d'Histoire d'organiser un scrutin pour les présidentielles, raconte Bernadette, 18 ans. Après, presque toutes les classes du lycée (Honoré de Balzac) l'ont fait. Dans ma terminale, sur 18 votants, Mitterrand a recueilli 10 voix, et Giscard 2. Il y en a 4 qui se sont abstenus et 2 qui ont voté Dumont. Je me sens aussi prête à voter que mes parents. Souvent je leur ai même expliqué des choses qu'ils ne savaient pas sur les candidats et leur politique : forcément. J'ai plus de temps qu'eux pour lire les journaux. »

Bien sûr, il y a les « contre », comme Denis, 19 ans, apprenti en électricité. Il ne croit pas que les jeunes soient préparés à prendre de telles responsabilités. Lui, pense qu'il pourra se débrouiller. Mais il connaît des tas de copains qui sont complètement « paumés ».

« Et alors ?, demande Sylvie, 18 ans, secrétaire dans un important bureau commercial. La veille du 2e tour des présidentielles, dans mon service, il y avait au moins 3 ou 4 employés de plus de 40 ans qui avouaient ne pas avoir décidé pour qui voter. Moi, je t'assure que j'aurais pas hésité si j'avais pu ».

Le deuxième changement qu'ils enregistrent en général, c'est qu'ils vont pouvoir se passer de demander des autorisations de « papa et maman ». Et quand ce n'est pas eux que cela touche directement. (« Je n'ai pas de problème avec mes parents ») ils ont tous un copain ou une camarade qui est bloqué par une interdiction parentale. Ils pourront se marier : « Chantal a eu chaud. Elle voulait revenir enceinte chez elle pour obtenir l'accord de ses parents. » Ils pourront aussi quitter le foyer familial, louer un appartement, partir à l'étranger, ouvrir un compte en banque, faire du commerce, acheter à crédit et, bonheur suprême, signer leur carnet de notes et leurs billets de sortie. Peut-être est-ce ce dernier paradoxe qui leur fait le mieux toucher du doigt que les couples parents-enfants, autorité-obéissance sont profondément modifiés par leur nouvelle majorité.

« Mes parents sont contre. Ils sont persuadés que notre seule idée, c'est d'en profiter. Pareil pour la contraception ».

Parents paniqués

« Je crois qu'il y aura des abus, reconnaît Jacques, 20 ans. Mais pas plus qu'ailleurs. Et puis au lieu de sermonner, les parents vont se mettre à discuter. Il va falloir qu'ils nous considèrent autrement. » Comme des majeurs, somme toute. Comme des êtres responsables, au même titre qu'eux. Mais la transition risque d'être difficile, pour les enfants comme pour les parents. Car on ne passe pas instantanément à l'état de responsabilité et d'autonomie civile quand tout, l'école, la famille et la société, vous juge irresponsable.

La soudaineté de la nouvelle loi a même créé un état de panique chez certains parents qui ne comprennent plus, chez certains jeunes qui craignent de se faire mettre à la porte maintenant qu'ils sont majeurs. Bonne pour une grande majorité des jeunes de 18 à 21 ans, cette loi risque de donner matière à une plus grande répression pour une minorité : pour les déviants de plus de 18 ans par exemple, ou pour les parents qui veulent se dessaisir de leurs responsabilités envers leurs enfants. Dans certains centres d'Assistance éducative, la panique de jeunes assistés est allée jusqu'à la rébellion. Et la mesure qui leur procure assistance pendant un an encore ne les a pas rassurés. Minorité d'une minorité, qui n'en pose pas moins des problèmes qu'il faudra résoudre puisque la rapidité des discussions avant le vote n'a pas permis une étude approfondie de la situation.

Pour les éducateurs et pour beaucoup de jeunes qui ne sont pas dupes, le scandale réside dans le fait que rien n'ait été fait pour préparer l'opinion à une telle transformation. « J'ai le droit d'ouvrir un commerce et de faire des transactions financières, constates Yves, 18 ans, étudiant d'un I.u.t. Or, je n'ai aucune notion juridique, ni économique. J'entrevois à peine l'étendue de ma responsabilité civile. »

Ici, la loi n'a rien prévu. Dans sa hâte d'innover, le gouvernement n'a pas évité le piège de la démagogie. Mais il a su conserver son sens de l'économie : ces deux réformes, pour importantes qu'elles soient, ont l'avantage de ne pas coûter cher : 120 millions de francs par an pour le remboursement de la pilule et des sommes minimes pour la mise en place de la majorité à 18 ans.

Pierre, 20 ans, résume bien les limites de ces mesures, de cette « hardiesse à retardement », en rappelant cette formule qu'il a saisie au vol dans son métro matinal : « Alors, le morveux, on va voter ? ». Comme quoi une loi se change plus facilement que les mentalités.

CHRISTINE COTTIN

Gauche

SUR LA MEME LONGUEUR D'ONDES

La préparation des Assises du socialisme prévues pour l'automne est entrée cette semaine dans sa phase concrète. Les trois délégations désignées respectivement par le Comité directeur du Parti socialiste (Pierre Mauroy, Gérard Jaquet, Pierre Bérégovoy, Louis Mermaz et Georges Sarre), par le P.s.u. (Chapuis, Rocard, Le Garrec, Rannou et Béneteau) et par la « troisième composante » (Cherèque, de Caumont, Warnier) ont pu, mercredi soir, avoir un premier échange de vues sur les conditions dans lesquelles seront convoquées ces Assises et sur ce que sera exactement leur objet.

Pour ce qui concerne le Parti socialiste, la position exprimée par la Convention nationale du 15 juin et réaffirmée par le Comité directeur la semaine dernière est claire. Pierre Mauroy l'a encore rappelée dimanche, au cours de la fête de Phalempin, en retraçant la longue marche entreprise depuis plusieurs années pour que les socialistes, quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent, se retrouvent dans un même parti. « Nous irons, a-t-il dit, jusqu'au bout de la démarche, en souhaitant aujourd'hui que les militants du P.s.u. et les syndicalistes C.f.d.t. viennent nous rejoindre ». Ce qui ne signifie en aucune façon que les membres d'autres organisations soient exclus de cet élargissement du Parti socialiste. Et ce qui confirme aussi que celui-ci, prêt à s'ouvrir à tous ceux qui voudront le rejoindre, n'entend remettre en cause ni son sigle, ni ses structures, ni sa stratégie.

La direction nationale du P.s.u. semble d'ailleurs l'avoir bien compris. En confirmant son accord pour la tenue des Assises, elle a voulu exclure de celles-ci toutes décisions de type organisationnel qui ne devront intervenir qu'au vu des conclusions politiques de la rencontre de l'automne.

La préparation de celle-ci doit donc être occupée essentiellement, en dehors des problèmes de calendrier qui restent à résoudre, par la mise au point d'un projet précisant à la fois les objectifs à long terme d'une force socialiste unifiée et les moyens d'intervention de celle-ci dans les luttes sociales et politiques.

"Plus que jamais"

Sans doute, sur l'ensemble de ces points, des conceptions différentes existent au départ. Mais c'est dans un état d'esprit unitaire que chacun semble vouloir tenter de les surmonter. On a pu vérifier à nouveau ces jours derniers à quel point l'union de la gauche est sortie renforcée de la campagne présidentielle. Vingt-quatre heures après que le Parti communiste et le P.s.u. ont repris leurs conversations, qui doivent se conclure en principe par un accord sur les objectifs précis, le Comité de liaison des trois partis signataires du programme commun a publié un texte qui confirme, d'une part, leur identité d'analyse sur les premières démarches économiques et sociales du gouvernement Giscard d'Estaing et sur la docilité de celui-ci à l'égard de la politique américaine ; d'autre part, leur conviction commune que les réformes de structure sur lesquelles repose le document adopté il y a deux ans « apparaissent plus que jamais comme la seule possibilité de résoudre les problèmes qui se posent à la France ». Le même jour, François Mitterrand et Georges Marchais ont eu, de leur côté, l'occasion de vérifier qu'ils demeuraient sur la même longueur d'ondes.

Toutes ces démarches, auxquelles on peut encore ajouter le fait que pour la première fois le Parti communiste ait délégué un membre de son Comité central au colloque du Ceres sur l'autogestion, confirment l'excellent climat qui règne au sein de la gauche. L'opinion publique paraît d'ailleurs y être sensible, si l'on en croit le sondage publié cette semaine par « le Point », qui montre une remarquable progression de la cote des leaders de la gauche (+ 15 points pour François Mitterrand, + 14 pour Georges Marchais, + 8 pour Gaston Defferre). Si l'on en croit aussi les résultats d'élections cantonales comme celle de Nice où, dans un fief réactionnaire, il ne manque que 58 voix à la candidate communiste pour l'emporter après avoir augmenté de près de 20% le total des voix de gauche du premier tour ; ou bien comme celle de Rochefort-Montagne, où, contre le successeur de Giscard d'Estaing, le candidat socialiste fait plus que doubler ses suffrages par rapport aux précédentes élections.

A.V.

● T shirt « Poing et la rose » Toutes tailles, couleur blanc, bleu, rouge, jaune, vert, tango et parme. Prix 20 F + port. S'adresser à la Société des Amis du Parti socialiste, 8, rue Montgolfier 07 Granges-les-Valence.

Les socialistes espagnols à Paris

Paris aura été pendant trois jours, les 28, 29 et 30 juin, la capitale du socialisme espagnol. En effet, au siège du P.s. les responsables du Parti socialiste ouvrier espagnol avaient invité les représentants de mouvements autonomistes et régionalistes de Catalogne et de Galice se réclamant de la démarche et de l'idéologie socialiste, ainsi que ceux de l'Union syndicaliste ouvrière. Une vingtaine de dirigeants venus des organisations clandestines de l'intérieur se sont efforcés de dégager les conditions devant permettre d'unir les forces socialistes au sein d'une structure unique.

Au terme de ces débats, il était clair que les différents intervenants faisaient une même analyse de la situation politique en Espagne : crise de régime au sein de la crise du système capitaliste en Europe. Le franquisme né de la guerre civile ne correspond plus à la statégie des classes et castes qui l'ont mis en place en 1939 : la bourgeoisie, l'Eglise, l'Armée. Il convient d'accélérer le processus de décomposition du régime, en union avec toutes les forces démocratiques sans exclusive, afin de donner aux organisations ouvrières les moyens de leur expression politique et sociale.

Sur le plan du respect des réalités spécifiques, culturelles, voire nationales de régions de la péninsule comme le Pays basque (Euzkadi), la Catalogne ou la Galice, un accord paraît aussi possible.

Le processus d'unification, sous forme d'un même parti ou d'une fédération, a été engagé et il est évident qu'il sera poursuivi jusqu'à son terme.

Le choix de Paris et du patronage du P.s. n'est pas l'effet du hasard. Les militants espagnols sont unanimes pour considérer le parti français issu du Congrès d'Epinay comme précurseur et sur le plan de la volonté unitaire socialiste et sur celui de la détermination dans la lutte antifasciste. Aussi le secrétariat aux relations internationales, qui a organisé matériellement la rencontre, avec Robert Pontillon, s'est-il senti honoré par le choix ainsi exprimé. Claude Estier, Lionel Jospin et Didier Motchane, secrétaires nationaux, ont représenté notre Parti et excusé l'absence de François Mitterrand, retenu à Londres par la conférence internationale des « leaders » socialistes. Le président de l'Internationale socialiste, Bruno Pittermann, avait tenu à ouvrir les travaux de la conférence.

Il est certain qu'à l'occasion d'une très prochaine réunion, un pas déterminant sera franchi sur la voie de l'unité du socialisme espagnol. Un tel renforcement doit permettre d'avancer vers l'édification d'un très large front de lutte conduisant à l'effondrement de la dictature.

ANTOINE BLANCA

Lettre persane

USBEK A RICA

Il y a des lunes et des lunes de cela, lorsque nos ancêtres venaient dans la capitale du royaume de France, ils provoquaient la stupeur : « Comment peut-on être Persan ? ». Aujourd'hui, c'est notre tour de nous exclamer : « Comment peut-on être Français ? » Je suis allé ici d'étonnement en étonnement. Au point qu'il m'a semblé bon de ne pas repartir tout de suite pour l'Iran dans la suite de notre Chah et de demeurer ici quelques jours de plus pour examiner les étonnantes mœurs politiques de Paris.

Et d'abord l'extrême contentement qu'ont toujours les princes français de tout ce qu'ils font. Tu sais pourquoi nous venions ici : partie pour redorer le blason persan auprès d'une opinion internationale qui ne prise guère notre régime, partie pour acheter de ces armements dont nous faisons grande consommation, partie pour passer des marchés avec quelques nababs de Paris. C'était là de simple commerce qui ne méritait point tant de clameurs. Une gazette de Paris, « l'Express », ne s'y trompa point qui surtitra son compte rendu du voyage du Chah d'Iran : « Commerce extérieur ». Mais le Chah de France, nous recevant avec sa chabanou à dîner à Versailles, ne cessa de s'ébahir : vraiment, nous ouvririons généreusement nos robinets à pétrole ? Vraiment, nous déposions un milliard de dollars à la Banque de France ? Vraiment, nous passions pour 20 milliards de francs de commandes en centrales nucléaires et creusements de métro à Téhéran ? Fourcade, l'un des vizirs du Chah Giscard, qui a sans doute trop lu de contes orientaux, s'exclama qu'il s'agissait là de « sommes fabuleuses ». Le mot fit fureur. Partout on nous répéta : « Vous êtes Persan, c'est fabuleux... Vos derricks, c'est fabuleusement intéressant... Que tout cela est donc fabuleux ! ».

Il nous fallut, pour comprendre cet enthousiasme forcené, qu'un observateur de la politique à Paris nous en expliquât les deux raisons. La première, c'est l'appétit des dirigeants français pour notre pétrole : ils ne peuvent s'en passer, ne parlent que de cela, ne pensent qu'à cela, et je les soupçonne d'en absorber en cachette de grandes goulées voluptueuses comme dans nos contrées les adeptes du pavot. L'autre raison, c'est que le nouveau Chah de France venait tout juste d'être désigné et qu'il éprouvait quelque nécessité impérieuse de tout ce lustre et de tout ce tapage. Notre propre monarque, favorablement impressionné, en fut si content qu'il expédia aussitôt une dépêche à Téhéran pour qu'on y mît à mort une douzaine d'opposants, à titre de réjouissance.

Tout ce concert baissa de ton seulement lorsque le monarque français essaya de nous refiler — à nous comme à tous ses visiteurs — son tapis volant de luxe, le Concorde. Il nous avait pris pour des Chinois. Loin d'en paraître vexé, notre monarque eut ce mot : « Si les pays européens connaissent certaines difficultés, il est tout à fait naturel que l'Iran fasse son possible pour les aider. » Entendant cela, le Chah Giscard s'en fut bouder dans ses appartements : comment ! lui dont la réputation toute fraîche avait pourtant atteint jusqu'aux tréfonds les Amériques et l'Asie, voilà qu'on le traitait comme un mendiant aux portes de la mosquée !

Nous tombâmes donc, pour les plaisirs de la table et des réceptions, de Chah en simple Grand vizir. C'est grâce à l'entourage de ce Chirac que nous comprîmes l'emportement d'humeur de Giscard. Il paraît que le vaste front de celui-ci abrite de secrets mais prodigieux desseins : il aspire à ce qu'on nomme ici le régime présidentiel. Giscard ne se satisfait point d'être Chah, il se voudrait grand Khan maître absolu de l'exécutif comme il en est aux Amériques.

Ce projet d'ambition nous expliqua pourquoi le Chah avait requis d'un simple Chirac d'être son Grand vizir : d'abord à titre de remerciement pour avoir très tôt fait campagne pour lui — « Il avait su mieux que les autres choisir tout de suite son khan », disait quelqu'un — alors pourtant que Chirac n'appartient pas au parti du Chah, les indépendants — ainsi nommés parce qu'ils sont très dépendants de leur chef. Et surtout parce que le Grand vizir accepte aujourd'hui sans rechigner d'être un chef de gouvernement qui ne gouverne pas. Tous les grands actes de pouvoir sont en effet décidés dans le palais du Chah. Admirable subtilité dans un système de commandement où nous nous sommes un peu perdus entre les vizirs, sous-vizirs et vizirs adjoints, pour ne rien dire des chefs de janissaires qui, faute d'avoir à combattre autrement, luttent pour enfler leur importance dans l'Etat.

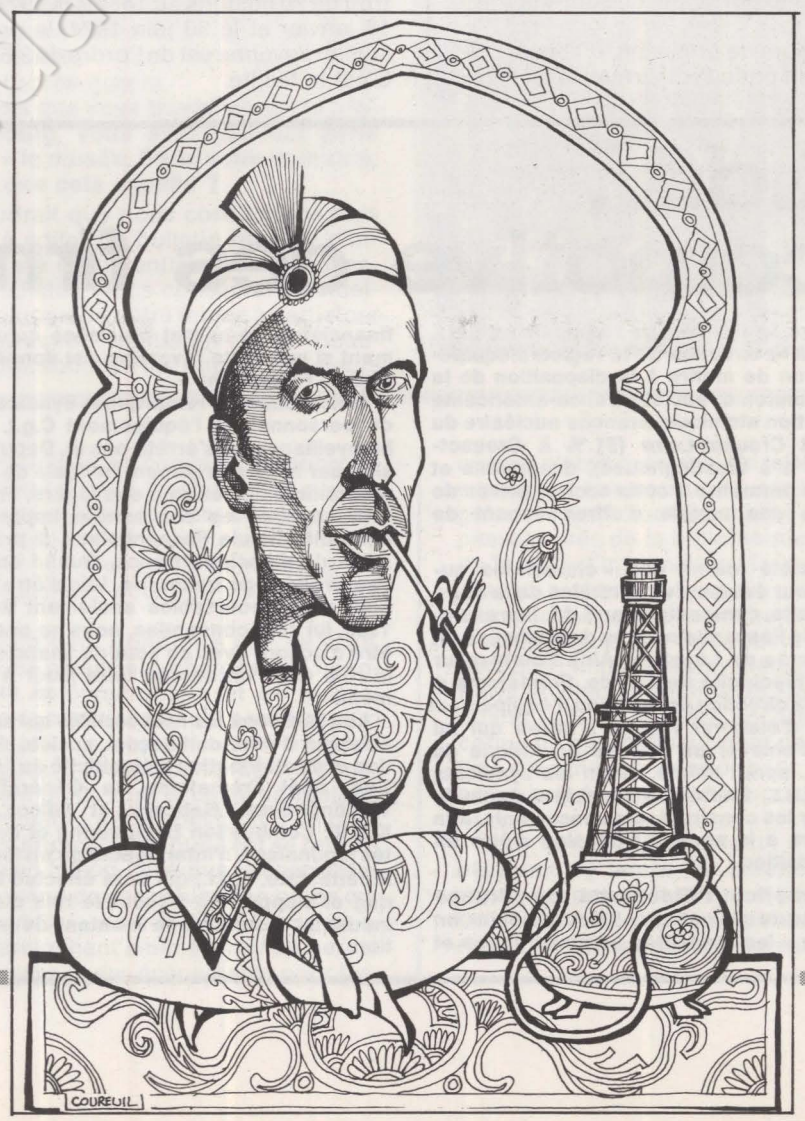
Nous nous rabattîmes donc sur le Grand vizir et entreprîmes d'en faire le tour. Ce ne fut point si long. Le personnage amuse pourtant par quelques traits que diffuse pieusement une gazette du soir. On apprend ainsi que Chirac ne se sépare pas d'une effigie de bronze représentant un coq, cet animal stupide et prétentieux dont les Français ont fait leur symbole. Ou qu'il se nourrit d'ouvrages signés Josette Bruce et Gérard de Villiers (O.s.s. et S.a.s.), auteurs qu'hélas nous ignorons en Perse. Ou encore qu'il se réfugie, pour travailler le week-end, dans le Pavillon de la Lanterne au parc de Versailles — ce qui faisait dire à l'un de ses séides : « Ce n'est pas parce qu'il est dans la Lanterne qu'il faut prendre Chirac pour une lumière ».

Mais à son tour le Grand vizir nous délaissa. Excédé de la façon dont il tirait vanité de réformes dont l'adoption rapide me paraît être à mettre plutôt au compte de l'offensive de l'opposition avant les élections, je lui avais, il est vrai, fait lire ce passage des « Lettres persanes » de son compatriote Montesquieu : « Dès que le feu roi eut fermé les yeux, on pensa à établir une nouvelle administration. On sentait qu'on était mal, mais on ne savait comment faire pour être mieux... Quelqu'un est venu qui a entrepris la cure de la France ; il a cru lui avoir rendu son embonpoint, et il l'a seulement rendue bouffie ». Il paraît que ce n'était point du meilleur goût. En tout cas, le Grand vizir prétexta d'une joute télévisée, que nous regardâmes d'ailleurs avec curiosité. Elle nous confirma que notre homme se voulait tellement le reflet du Chah que ce mimétisme des intonations et des gestes en devenait gênant. Et que la « courtoisie » dont il se targue lui sert surtout à esquiver les questions précises dès qu'on lui parle d'injustice fiscale ou du choix de ses vizirs.

Il ne restait plus avec nous désormais qu'un seul des lieutenants du Chah. Mais celui-là s'attachait à nos pas avec une ardeur jamais démentie, posant mille questions. Il s'était présenté ainsi : « Vizir Poniatowski, premier policier de France ». A Pigalle, où j'étais allé m'informer de certains aspects de la culture d'Occident, je le revis le lendemain sortant du métro : il venait en personne d'y diriger une énorme rafle et d'appréhender deux voleurs spécialisés dans les boîtes de cachou des distributeurs automatiques et trois fraudeurs circulant avec des tickets oblitérés. Nous allâmes tous deux boire quelque alcool et il reprit ses questions : les prisons, en Iran, c'était au point ? Et notre police politique, la Savak ? « Ah ! la Savak... » Je le laissai à ses rêveries, mais je convins de rester en correspondance technique avec cet ouvrier consciencieux. Comme quoi tu vois, mon cher Rica, que la coopération franco-persane a encore de beaux jours.

De Paris, le 3 de la lune de Gemmadi.

SERGE RICHARD.



Tanneries LA PEAU DE CHAGRIN

Un patron qui gère mal son affaire. Une entreprise qui ferme, laissant sur le pavé plusieurs centaines de travailleurs. Des ouvriers qui refusent le démantèlement de leur société. Des syndicats qui mettent en cause la gestion de leurs patrons. Un préfet qui, forcé par la pression des grévistes, accepte d'étudier un plan de sauvetage de l'entreprise. Cela évoque des souvenirs. Et si Annonay n'est pas Besançon, si les Tanneries françaises réunies ne sont pas Lip, ce qui se passe aujourd'hui en Ardèche n'est pas sans rappeler un précédent qui a fait du bruit.

Annonay : une ville de plus de 10 000 habitants. Deux possibilités de trouver un emploi : l'industrie du cuir, en particulier les Tanneries françaises réunies. Et la Saviem, où sont fabriqués cars et autobus. Les Tanneries ferment. Pour les 580 ouvriers qu'elles employaient, deux solutions : un poste d'O.s. à la Saviem, ou l'exil.

C'est la troisième qu'ils ont choisie, le refus. Et ils ont entraîné dans la grève qu'ils mènent depuis le 26 juin les 1 350 ouvriers des deux autres usines appartenant aux Tanneries, à Bort et au Puy. Car, là non plus, l'emploi n'est plus assuré.

Comment les Tanneries, qui assuraient près de 30 % de la production française dans ce secteur, en réservant 70 % de leurs fabrications à l'exportation, en sont-elles arrivées là ?

Par des erreurs de prévision, d'abord. Les dirigeants n'ont pas su voir arriver la crise du cuir. L'usine a continué ce qu'elle avait toujours fait : des fabrications diversifiées, avec une spécialisation poussée dans le traitement du cuir de luxe. En particulier du chevreau, dont le coût de fabrication, depuis deux ans, est supérieur au prix de vente ! Il est vrai qu'une reconversion est difficile : la seule peau rentable actuellement est le veau. Et la surproduction française est telle que, deux jours après l'annonce de la fermeture de l'usine d'Annonay, une tannerie de Romans déposait à son tour son bilan, réduisant 200 personnes au chômage.

L'usine est à nous

Mais la hausse des matières premières n'explique pas tout. C'est aussi d'une gestion trop décentralisée que souffraient les Tanneries. Son P.d.g., Sidem, homme d'affaires parisien aux multiples relations proches du Pouvoir, ami de l'ancien secrétaire d'Etat Torre, dirigeait ses usines depuis Paris. Quant à la trésorerie, dont l'aisance était souvent assurée par la complaisance des banques, le moins qu'on puisse dire est qu'elle manquait de rigueur. Sans compter qu'une spéculation sur les peaux aurait à elle seule entraîné une perte de 8 millions de francs.

Bilan de cette gestion plus que légère : un trou de 26 millions au 1er mars 1974. Entre le 18 janvier et le 30 juin 1974, la perte mensuelle moyenne est de l'ordre de 3 500 000 F. C'est la faillite.

Le tribunal de la Seine nomme alors des administrateurs provisoires, Chassagnon et Chevrier. Ils concluent : « Avec Annoney, il y aurait trois usines moribondes continuant d'agoniser. La disparition d'Annonay laisse subsister deux usines en convalescence : Le Puy et Bort. » Mais, au Puy, il faudra adapter « l'appareil productif aux possibilités de vente. » En d'autres termes, c'est la suppression de 182 emplois au Puy et de 13 à Bort que préconisent les administrateurs provisoires. Sans parler des mutations.

Cette « restructuration », qu'ils mettent sur pied pour septembre, aidés par l'Etat qui a versé 25 millions et en a promis 50 pour octobre afin d'« assurer la trésorerie de la nouvelle structure », c'est, en fait, le démantèlement de l'entreprise et la suppression de près de 800 emplois.

Les syndicats refusent le rapport des administrateurs. Et partent en grève illimitée. Ils refusent le démantèlement, demandent un examen plus approfondi de la gestion. Ils refusent aussi leur confiance au nouveau comité de direction, composé d'anciens responsables des trois usines : « Les cadres supérieurs n'ont rien fait pour empêcher la faillite, leur responsabilité est engagée dans la mauvaise gestion de l'entreprise ».

Et, parmi les ouvriers d'Annonay, circulent les mêmes slogans qu'en juillet 1973 à Besançon : « Cette usine est à nous. Qu'est devenu notre patron, Sidem ? Qu'il vienne s'expliquer. »

ROBERT BUTHEAU

L'E.d.f., locomotive des firmes privées

Le 22 mars, le directeur de l'équipement E.d.f. demandait à la direction de la région d'équipement de Lyon de mettre à la disposition de la société Framatome, société franco-américaine de construction atomique, branche nucléaire du groupement Creusot-Loire (51 % à Creusot-Loire et 49 % à Westinghouse), documents et études pour permettre à cette société privée de répondre à des appels d'offres venant de l'étranger.

Cette société fournit des « chaudières nucléaires » pour équiper les centrales de la série 900 mégawatts, construites par E.d.f. Par exemple, celles de Fessenheim, près de Mulhouse, et du Bugey, près de Loyettes (Ain). Fournisseur privilégié d'Electricité de France, Framatome a demandé à la direction de la région d'équipement Lyon E.d.f. d'élaborer l'appel d'offres qui lui permettra d'enlever un marché en Afrique du Sud. L'E.d.f. aurait même, selon les syndicats C.g.t. et C.f.d.t., fourni des renseignements financiers sur les constructeurs concurrents, afin de permettre à la société française d'être en meilleure position.

Quel bénéfice l'Electricité de France retirera-t-elle de cet « effort » ? Pour l'instant, on l'ignore, car « les modalités administratives et financières ne seront précisées qu'ultérieurement si une suite favorable est donnée aux offres de Framatome ».

Mais, comme le remarque le Syndicat national du personnel de l'équipement C.g.t. : « Cette bienveillance ne s'arrête pas là. Depuis la décision par le gouvernement français de lancer un programme nucléaire à eau légère, Framatome a monopolisé les commandes importantes se chiffrant, depuis Fessenheim I, à près de 800 milliards d'anciens francs. Quand on sait que des avances de trésorerie, loin d'être négligeables et remboursables seulement en 1979 et 1980, lui sont consenties, nous ne pouvons pas être d'accord avec ce soutien financier, ni avec le rôle que l'on entend faire jouer à l'Equipement. »

Le choix entre les neuf sociétés qui ont répondu à l'appel d'offre de l'Escom, société de production et de distribution d'électricité de l'Afrique du Sud, dont Framatome, la Général Electric-Westinghouse, Babcock et Wilcox, A.s.e.a., K.w.u., Combustion Engineering et deux sociétés japonaises, n'interviendra qu'en février 1975. A cette date, E.d.f., qui aura effectué l'engineering et s'apprêtera à jouer le rôle d'architecte industriel, connaîtra le montant de sa rétribution.

Pour livrer en Afrique du Sud une centrale nucléaire « clés en main », Framatome, qui ne peut assurer que la construction des chaudières auxiliaires nucléaires, s'est associée avec Alsthom, chargée des groupes turbo-alternateurs et de la salle des machines, et avec S.p.i.e. Batignolles, chargé du génie civil.

Ce groupement a offert ses services à l'Iran. Avec succès. Et le voyage effectué en Iran au début de l'année par le directeur adjoint de la région équipement Lyon de l'E.d.f. n'est peut-être pas étranger à cette « victoire de l'industrie française ». Et, pour cela, un établissement nationalisé est mis à la disposition d'entreprises multinationales, une aide financière importante de l'Etat est allouée. Au moment où Framatome a des difficultés à donner satisfaction à E.d.f. sur les commandes qu'elle lui a passées pour Bugey 2 et Bugey 3 ! On comprend que le Commissariat à l'Energie atomique (C.e.a.) ne soit guère écouté lorsqu'il émet la prétention, lui établissement public, de construire des réacteurs.

Les réactions des syndicats C.g.t. et C.f.d.t. de la région d'équipement E.d.f. de Lyon ont été vives. Car le personnel refuse de travailler pour le Chah de Perse et d'accroître les bénéfices de sociétés multinationales.

R.B.

changer la vie sociale et économique

A AMIENS ON BRADE

Une histoire exemplaire : celle de l'entreprise Sasago-Affiches Gaillard, à Amiens, qui a fermé ses portes le 7 juin. Depuis, les 37 ouvriers sans travail occupent leur usine, avec le soutien de F.o., qui regroupe la totalité du personnel, et du Parti socialiste.

Tout a commencé lorsque le patron de cette entreprise, très connue dans les milieux de la sérigraphie, laisse la place à son fils. A partir de là, tout va mal. Le réseau routier publicitaire est cédé à une autre maison. En décembre 1973, 14 ouvriers sont licenciés. Au début de 1974, les fournisseurs ne sont plus payés. En d'autres termes, l'entreprise est « bradée ». D'ailleurs, le nouveau patron annonce peu après son intention de fermer. Les syndicats parviennent alors à imposer un protocole d'accord, en avril, qui garantit le reclassement de tous. C'est là le problème crucial : le personnel relativement âgé risque d'avoir de sérieuses difficultés à retrouver un emploi. Le 7 juin, l'usine ferme : pourtant, 7 commandes importantes arrivent le jour même ! Le patron est introuvable.

A ce moment, les employés découvrent qu'aucune des clauses du protocole d'accord n'est respectée : il devait rester 350 000 F en caisse pour payer les indemnités de licenciement, les salaires en cours, les congés payés et les primes. En fait, il en reste 40 000 ! Quant au reclassement, rien n'est prévu.

Les ouvriers se partagent les 40 000 F, portent plainte aux prudhommes et occupent l'usine pour obtenir ce qui leur est dû.

CONCORDE ABANDONNÉ ?

Concorde sera-t-il abandonné cette année ? Va-t-on vers la liquidation de la Snias (Société nationale industrielle aérospatiale) ? Ce sont les questions que posent les syndicats C.g.t. de la Snias, qui accusent : « La réduction du potentiel de la Snias se poursuit. Après la fermeture de l'établissement de Courbevoie en décembre 1973, la décision de vendre l'usine de Châteauroux est prise. A Toulouse, un plan de compression du personnel, qui prévoit 1 400 suppressions d'emploi en 1974, est en cours d'application. » Et, ce qui est encore plus grave, tout le monde attend dans l'ignorance la plus totale des décisions précises sur l'avenir de la Snias, et surtout sur ce que deviendra le programme Concorde. Ces décisions sont sans cesse repoussées. Et les syndicats ont appris que le bilan 1973 ne pourra pas être examiné car les comptes ne sont pas arrêtés : la direction a sollicité un délai de quatre mois en invoquant, pour justifier ce retard, une modification du plan comptable. En fait, des bruits circulent : le déficit de la Snias serait important. Qu'en est-il exactement ? Et quand la direction de la Snias donnera-t-elle à son personnel des éclaircissements sur son avenir ?

UN HOSPITALISÉ DE LUXE

Un hôtel 4 étoiles ou un hôpital ? C'est la question que se pose tout le personnel du C.h.u. Henri-Mondor, à Créteil, dans le Val-de-Marne. Dans cet hôpital public, en effet, le P.d.g. d'une grande entreprise vient de s'installer. Pas dans les lits privés dont dispose le C.h.u., mais dans le secteur public. Une petite installation toute simple : il n'a fallu à ce P.d.g. que trois chambres. L'une pour lui, l'autre pour sa femme, la troisième lui servant de salon avec téléphone, télévision, etc. Et, alors que des malades sans grands moyens attendent des chambres dans les hôpitaux, un patient, sous prétexte qu'il est P.d.g., peut bloquer deux chambres supplémentaires. Aux syndicats indignés, le député-maire U.d.r. de Créteil, Pierre Billotte, explique que le malade en question ne fait cela que pour le bien de ses ouvriers : en s'installant ainsi, il peut continuer à diriger ses entreprises, et peut assurer « de meilleures conditions de travail aux ouvriers ». Désormais, donc, tout P.d.g. malade pourra dire à sa femme : « Pense à réserver ma suite à l'hôpital. » Les ouvriers, eux, n'auront qu'à aller dans une clinique privée. C'est tellement plus simple comme cela.

IL GRIMPE, IL GRIMPE, LE LOYER...

Dans le cadre de la priorité à la lutte contre l'inflation, le gouvernement vient d'autoriser des majorations de loyers de 9 % pour les logements de la catégorie II A et de 6,8 % pour tous les autres. Avec les augmentations de charges, elles-mêmes liées à la hausse du gaz (+ 10 %) et de l'électricité (+ 3 %), cela promet d'amputer joliment le pouvoir d'achat des salariés déjà fortement touché par l'inflation.

D'autant plus que le décret du Journal officiel sur ces augmentations a été publié trop tard pour les locataires payant « à échoir ». Ils seront donc des centaines de milliers à supporter en octobre un rappel qui relèvera leur loyer actuel de 13,6 % à 18 % au minimum.

En outre, dans bien des cas, les recommandations du gouvernement pour modérer les hausses ne seront pas entendues. C'est le cas en particulier des loyers libres, pour lesquels certains propriétaires s'apprêtent à relever leurs prix de 20 %, voire, comme à Perpignan, de 50 %.

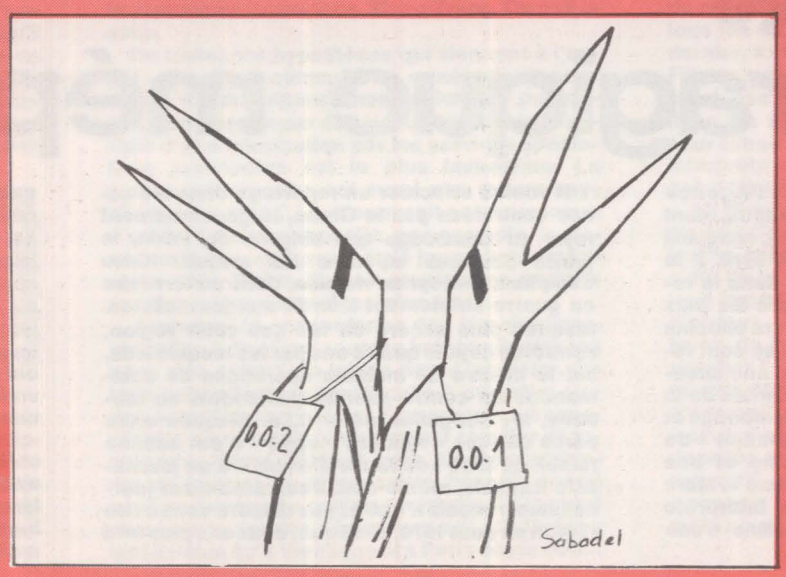
MIEUX PROTEGES

Verra-t-on bientôt un droit de licenciement plus juste ? Les syndicats ont bien l'intention de mettre au centre des prochaines négociations sociales la réforme du droit de licenciement. Et un récent jugement de la Cour de cassation montre bien que le jugement est à l'ordre du jour.

Par deux arrêts rendus le 21 juin, la Cour de cassation vient en effet d'améliorer la protection des représentants du personnel. Il est désormais illégal de licencier des représentants du personnel en ayant recours à une procédure civile de résolution judiciaire, sans autorisation du comité d'entreprise ou de l'inspecteur du Travail.

L'affaire jugée le 21 juin remonte à juin 1970. A cette époque, une grève avait eu lieu à la Source Perrier, à Vergèze, dans le Gard. Furieux, l'employeur décida d'éliminer 10 délégués C.g.t. et C.f.d.t. en obtenant la rupture de leur contrat de travail par décision judiciaire. Sans consulter ni le comité d'entreprise ni l'inspecteur du Travail, comme le veut la loi.

Les juges, en déclarant illégale cette façon d'agir, ont rendu une décision de principe importante, qui fera date parmi les victoires des organisations syndicales.



LA FIN DU MYTHE

Argentine

Derrière « Mme la Présidente », une éminence grise qui a de quoi inquiéter...

Juan Peron est mort président de la République Argentine. Pendant les dix-huit années de son exil, sans doute avait-il parfois espéré une telle fin, sans trop y croire. Le destin, finalement clément, lui aura donné cette satisfaction et cette revanche.

Reste maintenant l'Argentine. Avec à sa tête, conformément à la Constitution, le vice-président devenu président, c'est-à-dire la femme du disparu. Elue le 23 septembre 1973 en même temps que son mari, Maria Estela Martinez, plus connue sous le nom d'Isabelita Peron, prend le pouvoir dans des conditions difficiles.

Pour les comprendre, il faut se rappeler ce qu'est la force politique sur laquelle est assise le régime, le Parti justicialiste. Une coalition d'intérêts divergents, reposant sur une sorte de mythe renforcé par une longue séparation. Loin des yeux, loin du cœur, dit la sagesse populaire. Elle ne doit pas avoir la même opinion en Argentine. L'exil de Peron avait fait de lui l'homme providentiel, de qui tout était attendu. Le courant populaire en sa faveur était devenu si puissant que, dès 1972, le général Lanusse — un des dictateurs militaires qui s'étaient succédé depuis six ans — l'avait autorisé à un court séjour en Argentine, séjour marqué par des manifestations d'une ampleur rarement atteinte. L'année suivante, le candidat justicialiste, Hector Campora, enlevait la présidence à la majorité absolue. Quelques mois plus tard, à la tête d'une délégation de cent membres représentative des grandes forces politiques, économiques, syndicales et religieuses du pays, il allait chercher à Madrid le vieillard exilé pour le faire couronner par le jugement populaire.

Les partis, ces bêtes noires

Depuis le départ de Peron en 1955, l'Argentine avait mal vécu. Crises économiques, crises sociales, crises politiques. Pour mettre de l'ordre et pour remettre à leur place les partis — ces bêtes noires et ces boucs émissaires de tous les régimes avides d'autoritarisme — l'Armée, puis l'Armée et encore l'Armée. C'est-à-dire en pratique un parti de plus, divisé comme les autres et pas plus capable que les autres d'assurer le bonheur du peuple argentin. Au fur et à mesure que s'estompait le souvenir précis des dix années de la première carrière du péronisme, ce peuple n'en retenait que les aspects les plus positifs, en particulier la lutte contre les classes possédantes, glorifiée par Evita Peron — la deuxième femme du Président — les mesures sociales en faveur des plus pauvres — et ils sont nombreux en Argentine, comme dans toute l'Amérique latine — et l'affirmation de la souveraineté nationale en face du capitalisme américain. Oubliés en revanche le paternalisme, la dictature politique, la presse aux ordres, l'absolutisme du Parti justicialiste. Oubliés d'autant plus que la majorité du peuple n'avait pas subi les effets de ces mesures totalitaires, qui ne touchaient que la minorité « démocratisée » de la nation, c'est-à-dire la moyenne bourgeoisie aux intérêts souvent opposés à ceux des masses populaires qu'elle contribuait d'ailleurs à opprimer.

Cependant, si l'Argentine avait mal vécu pendant les dix-huit années d'exil de Peron, elle avait changé. Et Peron aussi. Avec l'âge, le révolutionnaire des années cinquante — qui, de son admiration pour Mussolini et de la sombre fin de son héros, avait retenu que la démagogie de gauche était supérieure à celle de droite — s'était assagi. Les patrons de la Confédération générale économique avaient ainsi retrouvé un homme à leur mesure qui leur apportait en outre, par son influence sur la centrale syndicale contrôlée par les péronistes, une promesse de collaboration. Des mesures sociales bien dosées, un retour aux libertés démocratiques traditionnelles, une ouverture du commerce extérieur sans se préoccuper des exigences politiques de Washington — notamment vers Cuba et les pays communistes — n'étaient pas non plus pour déplaire au patronat qui, en Argentine comme dans beaucoup d'autres pays, a lui-même évolué.

Le n° 2 : à droite

D'autres changements s'étaient aussi produits : pénétration des idées gauchistes chez les étudiants et dans certains milieux ouvriers ou paysans, renforcement des lut-

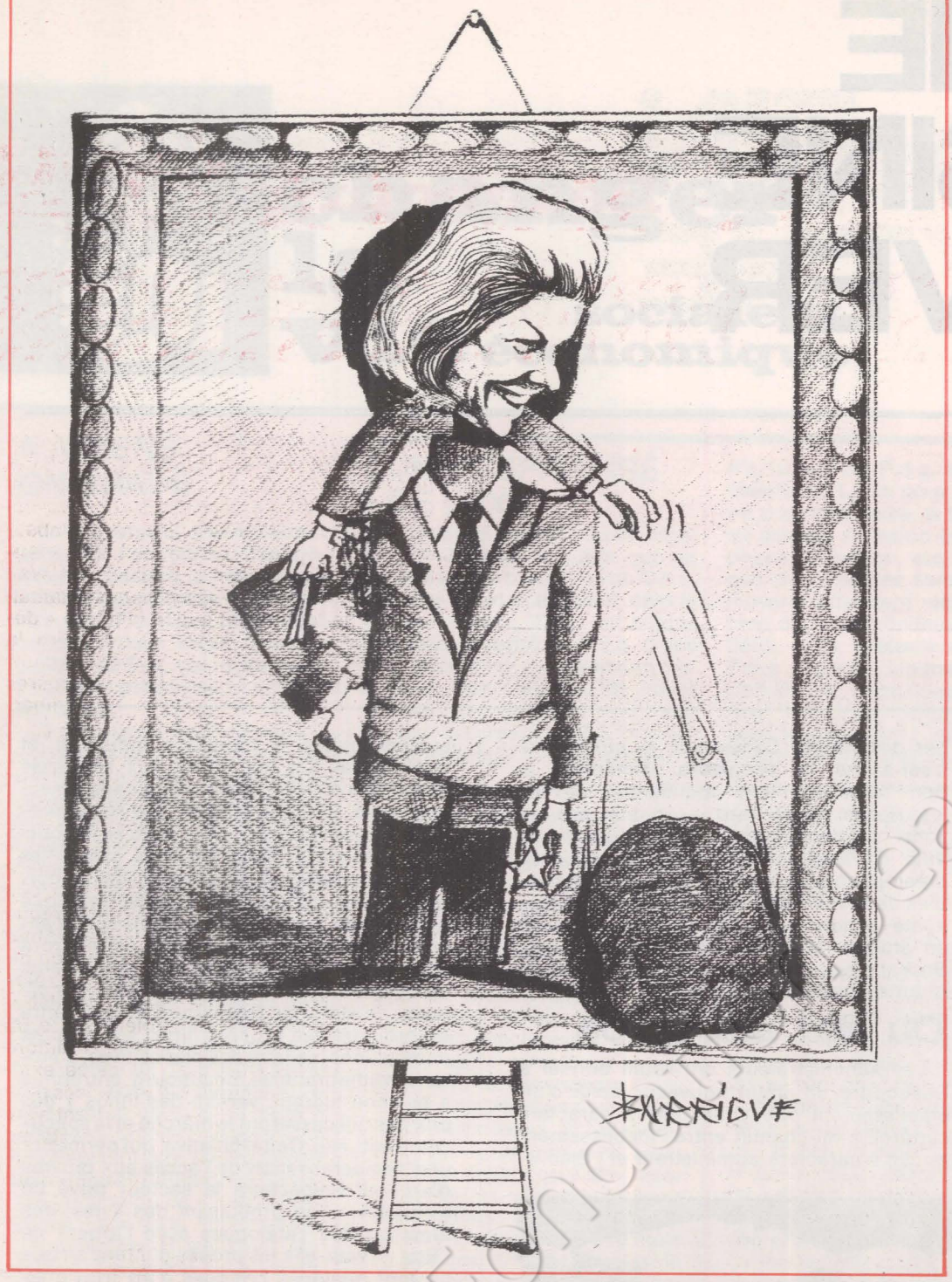
Cambodge

Une tragique méprise ?

Collaborateur épisodique de l'Agence France-Presse et de plusieurs journaux, dont « l'Unité » *(voir les numéros 92, 96 et 105)*, notre ami Marc Filloux a disparu depuis le 14 avril, à la frontière du Cambodge et du Laos, dans la région de Stung Treng. Son sort inspire les plus vives inquiétudes. En effet, selon divers témoins cambodgiens, dont trois bonzes, qui se sont récemment réfugiés dans le Sud-Laos, une circulaire administrative émanant des autorités de la province libérée de Stung Treng au Cambodge et datée du 3 juin ferait état de l'arrestation « de deux espions américains, un homme et une femme » et de « l'exécution de l'homme ». Marc Filloux, qui était accompagné d'une interprète de nationalité laotienne, a-t-il été victime d'une tragique méprise ?

Il voulait effectuer un reportage dans les zones contrôlées par le Grunc, le gouvernement royal du Cambodge que dirigent, de Pékin, le prince Sihanouk et, dans les maquis, Khieu Samphan. Entreprise risquée, dans un territoire en guerre strictement interdit aux journalistes. Risquée plus encore du fait que cette région, contrôlée depuis quatre ans par les maquisards, est le théâtre de maintes opérations de commandos de contre-guerilla thaïlandais ou laotiens, à l'instigation de la C.i.a. Risquée enfin parce que les « Khmers rouges » n'ont aucune raison de faire confiance d'emblée à un journaliste français, même ami. Deux prétendus journalistes français n'ont-ils pas disparu dans cette région en août 1970, ainsi que, deux ans plus tard exactement, deux de leurs collègues, américains ceux-là, sans qu'aucune agence de presse, aucun journal, ne fasse savoir qu'ils travaillaient pour lui ? Marc Filloux savait tout cela, comme il savait que, depuis le début de la guerre au Cambodge, 21 journalistes occidentaux ou japonais (dont quatre Français : Guy Hannoteaux, Roger Colne, Gilles Caron et Claude Arpin) ont disparu au Cambodge — certains, il est vrai, vraisemblablement assassinés par les gouvernementaux à la faveur des combats...

Notre ami avait pris des risques calculés. Il avait fait connaître ses intentions tant aux autorités gouvernementales laotiennes des deux bords — Pathet Lao et « côté de Vientiane » — qu'à des responsables du Grunc, ceux de la mis-



tes de tendances dans la centrale syndicale, développement d'un climat de violence identique à celui connu dans toute l'Amérique latine, détérioration de l'économie, soumise aux variations de la conjoncture mondiale qui pèse sur tous les pays en voie de développement alors que les besoins s'y accroissent constamment...

Peron eut peut-être l'impression de ne pas reconnaître son pays. En tout cas, il eut plusieurs fois la tentation de renoncer, au cours des neuf mois écoulés. Sa mort laisse tout en suspens, les rivalités sanglantes entre ses fidèles, l'économie chancelante et les revendications non satisfaites. Une rude tâche pour le nouveau Pouvoir, détenu par une femme qui sera d'autant plus contestée qu'elle a été imposée par le Président disparu parce que beaucoup estimaient ne pouvoir faire autrement que de se soumettre à une exigence considérée comme un caprice et que d'autres pensaient faire d'Isabelita leur instrument. Ce qu'espère sans doute José Lopez Rega, sorte de n° 2 du péronisme, mélange de Richelieu, de père Joseph et de Raspoutine, qui a profité de l'éloignement d'Hector Campora, nommé ambassadeur à Mexico, pour prendre la plus grande influence.

Or Rega, comme Isabelita Peron, passe pour appartenir à l'aile droite du justicialisme. La dernière carte de Peron était sa capacité d'arbitrage entre les tendances du mouvement, capacité due au prestige du passé et de l'âge. Son successeur ne l'a pas. Et il lui faudra beaucoup de caractère pour réussir ce que le disparu n'a pas eu le temps de faire et qu'il n'aurait d'ailleurs peut-être pas pu faire : remettre de l'ordre dans une maison ébranlée jusqu'aux fondations.

Qu'il s'agisse d'une femme ne change rien à l'affaire. Un siècle bavard sur le féminisme conteste trop souvent aux femmes la capacité des grandes tâches, qu'elles surent souvent assumer dans l'Histoire lorsque les règles sociales leur en donnaient le droit. C'est le nouveau président de la République argentine qui est en cause aujourd'hui, face à de terribles échéances.

CLAUDE FUZIER

sion de Paris notamment. Il s'était muni de son passeport (français), de copies d'articles qu'il avait publiés, ainsi que d'une lettre rédigée en khmer et expliquant qui il était et quelles étaient ses intentions. Il comptait progresser prudemment, de la frontière lao-khmère à Stung Treng. en fonction des informations qu'il recueillerait sur place.

Parti le 10 avril de Vientiane, il était accompagné trois jours plus tard en voiture, jusqu'à la frontière, par un missionnaire catholique, qui avait tenté de le dissuader de poursuivre plus avant. Deux heures plus tard, Marc Filloux et son interprète, qui s'étaient engagés en territoire khmer, rebroussaient chemin. Ils passaient la nuit en terre laotienne. Le lendemain, 14 avril, ils étaient repartis. On ne les a plus revus.

Selon des témoignages recueillis dans le Sud-Laos, tous concordants, ils auraient été interceptés le même jour par une patrouille de maquisards, en territoire cambodgien, à 5 kilomètres de la frontière. Transférés à Huey Muang, une base militaire des « khmers rouges », ils auraient été conduits une semaine plus tard dans la capitale de la province, Stung Treng. On sait la suite.

De toutes les hypothèses qui viennent à l'esprit — accident camouflé en « exécution » pour cause de propagande, confusion de personnes, interception par des éléments incontrôlés — celle d'une intoxication par les services spécialisés américains est la plus immédiate. La guerre indochinoise est aussi une guerre psychologique et la C.i.a. n'en serait pas à son coup d'essai. Qu'on se rappelle, par exemple, la découverte du « cadavre » de la journaliste américaine Kate Webb, libérée pourtant en parfaite santé quelques semaines plus tard...

Toutefois, la concordance des témoignages, recueillis à diverses sources indépendantes les unes des autres, ne laisse pas d'inquiéter. On bute cependant sur la difficulté à admettre que des autorités provinciales responsables francophones de surcroît et en contact régulier et rapide avec Hanoi, Pékin et Paris, aient pu confondre un journaliste progressiste français connu avec un éventuel « espion américain ». D'autant plus que toutes les démarches ont été tentées tant à Pékin qu'à Vientiane et à Paris dès le début du mois de mai et que les dirigeants du Grunc ont tous les éléments du dossier en main. Le mois dernier, Khieu Samphan répondait : « Monsieur Filloux n'est pas au Cambodge. » Plus récemment, une enquête approfondie a été ordonnée dans les maquis de la région de Stung Treng pour retrouver trace de notre confrère et de son interprète qui serait, elle — selon les témoignages déjà cités — toujours vivante.

Le silence observé jusqu'à présent par la mission du Grunc à Paris ne peut qu'alimenter toutes les accusations à l'encontre d'une cause — celle de la libération du peuple cambodgien du joug impérialiste — qui, si elle n'est pas à l'abri d'erreurs parfois sanglantes, ne mérite pas la levée de boucliers que ne manquerait pas de susciter l'« assassinat » de notre collaborateur et ami Marc Filloux. Nous voulons continuer d'espérer, presque contre tout espoir, qu'il est « seulement » retenu pour des motifs locaux dans les zones libérées cambodgiennes. Espérer qu'il en sortira bientôt et donnera ce « scoop » pour lequel il aura risqué, imprudent mais courageux, sa vie.

JEAN-CLAUDE RIEU

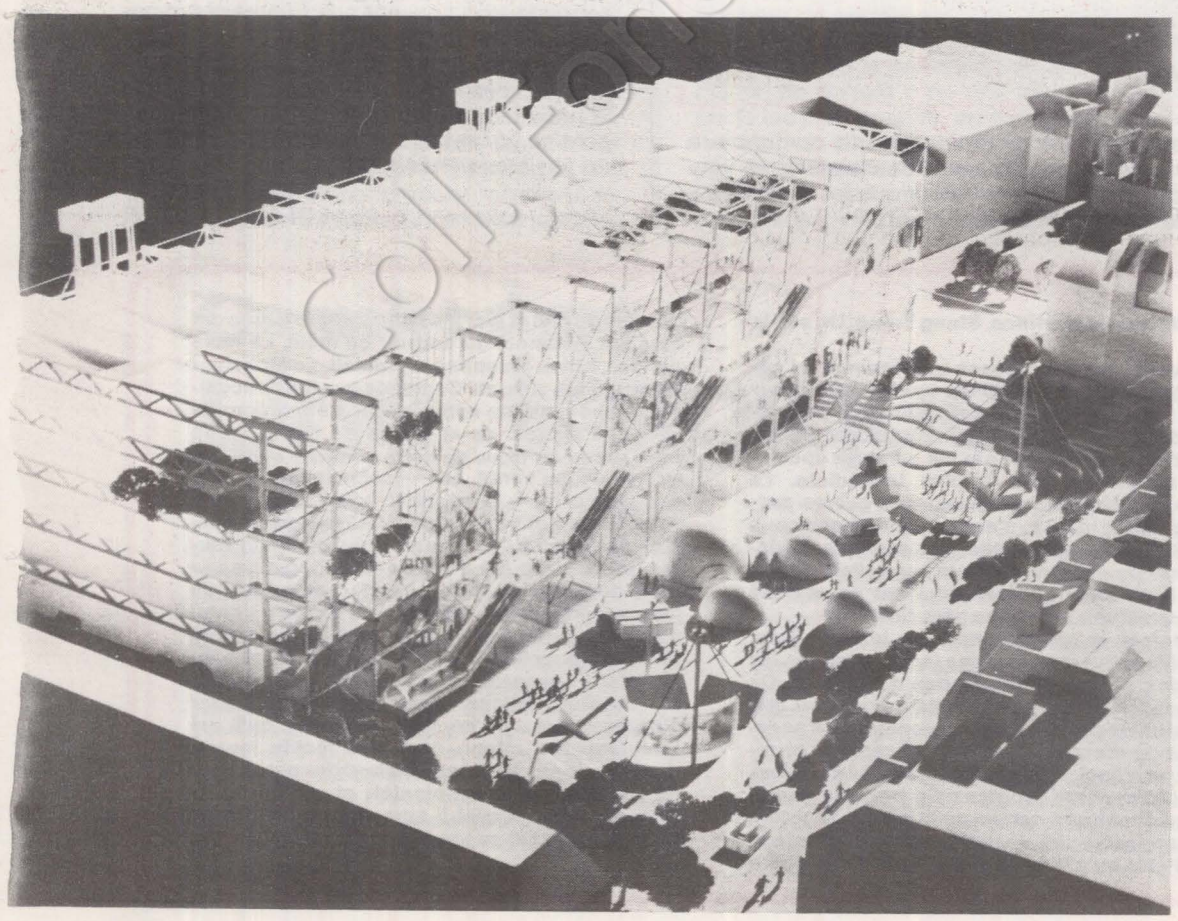
UNE USINE A REVER

Beaubourg

En rêve, Beaubourg existe déjà. Ce sera la Régie Renault des Affaires culturelles. La somme de l'imagination des saltimbanques et de la précision des géomètres.

Beaubourg, le Centre Beaubourg. Depuis des mois on en parle. Et on raconte un peu n'importe quoi. Au départ, il y a quelque raison à ces rumeurs bizarres : Beaubourg est le fait du prince ; seul, Pompidou avait décidé de l'érection en plein cœur de Paris d'un ensemble monumental de l'art contemporain ; il ne fallait pas grande malice pour y voir « un monument du régime pompidolien ». On a donc rapidement parlé de « Concorde culturel ». Inquiétudes légitimes. Mais qui ne correspondent guère à ce qu'est devenu Beaubourg dans son élaboration. Des programmateurs, des architectes, des administrateurs, des financiers, des ingénieurs ont travaillé à la concrétisation du « souhait présidentiel ». Résultat : en 1976, sera inauguré un Centre d'information et de formation de l'expression culturelle contemporaine. Reste, évidemment, à s'interroger sur ses finalités.

Contrairement à tout ce qui a été dit, Beaubourg sera un bel instrument. Ce n'est pas une « Villette culturelle ». Budgétairement, il aura été payé, en dehors du VIe Plan, par des crédits spéciaux se montant à 350 millions de francs, répartis en 80 millions pour l'achat du terrain et 270 millions pour la construction du bâtiment. L'Etat financera l'opération à 100 % ; l'argent provient des Affaires culturelles et de l'Education nationale. On a accusé Beaubourg d'être à l'origine d'une spéculation sur le quartier des Halles. Cependant, le quartier — c'est-à-dire la périphérie immédiate et non l'aménagement commercial de feu les Halles de Baltard — a été mis en zone d'aménagement différé (Zad) ; la Ville de Paris a fait valoir un droit de préemption sur un grand nombre d'immeubles de la rue Saint-Martin ; l'îlot de Venise a été acheté par l'Etat et sera découpé en studios pour les artistes de passage. Bref, l'environnement sera protégé et le quartier deviendra piétonnier.



Du film aux lithos

Les administrateurs ont voulu donner à Beaubourg un statut nouveau : celui d'un établissement public national à caractère culturel, à mi-chemin entre l'établissement public à caractère administratif et l'établissement public à caractère industriel et commercial. Ce qui offrira aux employés l'avantage d'être traités comme dans le secteur privé, donc de toucher des rémunérations moins étriquées. On a donc eu le souci de mieux payer les différentes catégories professionnelles de Beaubourg, ce qui correspond au souhait du personnel (syndiqué à 70 % à la C.f.d.t.). Ces décisions sont d'ailleurs importantes, puisqu'elles permettront de recruter des gardiens plus compétents techniquement et pédagogiquement. Par ailleurs , le statut de Beaubourg lui permettra de produire ses propres films, ses propres publications, de faire des diapositives, d'éditer des lithographies. Beaubourg, entreprise à but non lucratif, vendra des lithos à des prix bas qui casseront le marché et la spéculation actuelle. Cette initiative, qui permettra une démocratisation de l'accès aux œuvres d'art, qui empêchera le secteur privé de s'enrichir — en produisant des livres, des films ou des catalogues avec l'argent de l'Etat — vaut-elle les procès d'intention que lui font quelques critiques d'art trop intéressés au fonctionnement et aux bénéfices de certaines maisons privées spécialisées dans la vente d'œuvres d'art ?

On a accusé Beaubourg d'être le lieu d'un « gaspillage grandiose dans le cadre d'une inefficacité programmée ». Beaubourg semble au contraire un modèle de financement. Sur sa construction a été testée, depuis 1972, la réforme de l'« engeenering », mise en place en janvier 1974. Cette réforme consiste à modifier la manière dont les architectes sont payés et responsables des augmentations de coût d'une construction. Jusqu'à Beaubourg, ils touchaient des honoraires qui correspondaient à 4 % ou 6 % du coût final de l'opération. Leur intérêt, pour toucher une somme maximale, était d'augmenter les coûts ; c'est ainsi qu'entre les prévisions et l'addition définitive, le coût du Parc des Princes a augmenté de 600 %. A Beaubourg, rien de tel ne s'est passé : les architectes touchent 10 % du coût de prévision, avec une augmentation tolérée de 12 % ; si cette marge est dépassée, ils sont pénalisés. Ce qui signifie qu'un architecte qui voudrait augmenter ses honoraires en augmentant les charges de construction de Beaubourg se ruinerait rapidement. A l'heure actuelle, le coût prévisionnel de Beaubourg n'a augmenté que de 4 %. C'est un cas rare à Paris.

Pontus Hulten: "Etonnant et détonant"

L'UNITE : Vous êtes le fondateur du Musée-pilote de Stockholm, le Moderna Musett. Vous y avez mené une série d'expériences nouvelles pour l'époque. Vous avez accepté d'être le directeur du département Arts plastiques du Centre Beaubourg. Pourquoi ?

PONTUS HULTEN : Le projet Beaubourg est quelque chose d'unique dans son esprit : réunir toutes les disciplines artistiques au beau centre d'une grande ville moderne. Georges Pompidou voulait sans doute faire aussi de Beaubourg quelque chose de prestigieux. La part de rêve et d'utopie, la part d'espoir qu'on peut y ajouter s'avère passionnante. Le caractère pluridisciplinaire de l'instrument et tout ce qu'il permettra de découvertes m'importe plus profondément que les motivations personnelles du Président. Par sa conception même, Beaubourg peut devenir un lieu étonnant de confrontation artistique. Et même un lieu détonant... C'est cela qui est important. C'est pourquoi j'ai accepté de m'occuper des arts, c'est-à-dire à la fois des manifestations, des collections et de la documentation.

— Ne craignez-vous pas une immixtion de l'Etat dans vos fonctions et une trop grande centralisation ?

— Il est bon que l'Etat prenne ses responsabilités et finance la création artistique. On sait trop quels inconvénients comporte l'intervention de l'argent privé dans l'art ; on a sous les yeux le mauvais exemple des Etats-Unis. Que l'Etat subventionne ne signifie pas obligatoirement qu'il doive faire prévaloir son choix contre celui des créateurs. Quant à la centralisation, elle peut être évitée. D'une part, parce que, en tant qu'utilisateurs, nous sommes plusieurs départements artistiques qui avons bien l'intention de décloisonner nos activités, de les faire se chevaucher, de les confronter. Que ce soit avec la bibliothèque, le Centre de création industrielle, les arts plastiques ou l'I.r.c.a.m. de Pierre Boulez, tous sont prêts à organiser des manifestations communes. D'autre part, nous étudions actuellement les échanges possibles entre Beaubourg et l'étranger, entre Beaubourg et la province française ; il suffira de veiller à ce que cela se fasse à double sens ; et le phénomène de centralisation excessive disparaîtra de lui-même.

— Préparez-vous déjà des manifestations de ce genre ?

—Par rapport à un musée traditionnel, on peut dire que nos formes de manifestations seront moins rigides, que nous ne ferons pas uniquement des rétrospectives, que nous ne cantonnerons pas un événement de Beaubourg à une seule discipline artistique, que nous n'abstrairons pas une œuvre de son époque, que nous ne nous contenterons pas d'étaler des œuvres existantes, que nous rechercherons le plus souvent possible de présenter des créations originales. Actuellement, deux expositions sont en chantier, une sur les rapports Amérique-Europe au XXe siècle, l'autre sur les rapports Moscou-Berlin-Paris à la même époque. Ce sont là deux gros morceaux d'Histoire que nous ne traiterons pas seulement à travers la peinture, mais aussi à travers la danse, la musique, la sculpture, le film, l'évolution des idées, etc. Dans l'un comme dans l'autre cas, il n'y aura pas seulement cent ou deux cents œuvres judicieusement choisies et un catalogue ; il y aura aussi des films, des concerts, bref un panorama complet avec d'une part Maurice Chevalier, Jean-Luc Godard et Henry Miller, et de l'autre, Matisse, Marinetti et la période d'avant 1905.

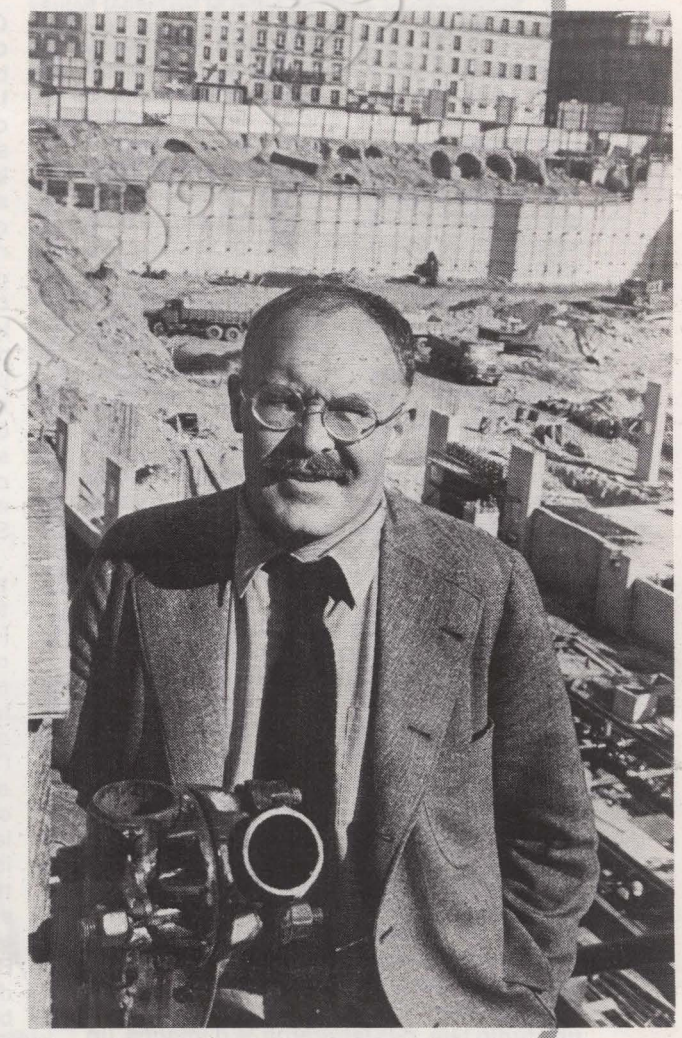
— Vous ferez donc des expositions-manifestations thématiques et critiques. Mais où les mettrez-vous, alors que des salles du Musée d'art moderne viennent d'être fermées ?

— Il y a eu, de la part de la presse, une mauvaise interprétation d'un événement : nous nous sommes effectivement installés dans certaines salles du Musée d'art moderne pour y regrouper et la bibliothèque et la documentation de ce musée et du C.n.a.c., pour y préparer notre installation à Beaubourg. Mais il n'a jamais été question de fermer le Musée d'art moderne. Beaubourg ouvrira en 1976. En attendant, les expositions continueront au C.n.a.c. et au Musée d'art moderne. La preuve : nous avons ouvert jeudi au Musée d'art moderne 1 100 m2 de salles où seront accrochées les collections en partie inédites — donc inconnues du public — de l'après-guerre.

— Depuis que vous travaillez sur le projet Beaubourg, vous avez souvent parlé d'« ouvrir » le musée. Dans votre domaine, qu'est-ce que cela signifie ?

— Il faudrait que nous consacrions plus de temps à éditer un bulletin régulier d'informations sur nos intentions et nos réalisations immédiates. Nous consacrons actuellement la plupart de notre temps à participer à la construction du bâtiment de Beaubourg : nous sommes les futurs utilisateurs et nous devons éviter les erreurs architecturales qui entraveraient nos manifestations ultérieures. Par ordre d'urgence, il est plus important de ne pas laisser construire un escalier mal conçu que de donner des informations banales. Cela dit, le moment viendra où nous consacrerons une grande part de notre travail à l'information.

Par animation, il faut entendre une rénovation des « jeux » de la communication. Il y a trop de fausses animations qui consistent à donner aux enfants des pinceaux et à avoir la conscience tranquille. Une animation véritable serait l'intervention permanente dans la vie quotidienne des gens, au niveau du quartier, au niveau de la ville. Il faut à Beaubourg des expériences où le cinéma, la télévision, la vidéo deviennent les outils efficaces de l'expression contemporaine. Dans un premier temps, ce ne sera peut être pas spectaculaire, mais on peut dire que cela reflétera les multiples aspects de la vie et les préoccupations des hommes d'aujourd'hui.



Quant à ceux qui pensaient différer la construction en 1978, ils n'auraient pas fait d'économies, puisque la majorité des adjudications ont déjà été passées et qu'une attente du démarrage des travaux entraînerait en quatre ans une augmentation de 40 % du prix global.

Le coût de fonctionnement de Beaubourg en état de marche sera de 100 millions par an. La moitié sera absorbée en frais de personnel. Ce qui est un bon critère de gestion. Ce critère se trouve amélioré si l'on considère que ce chiffre correspond à celui de l'Opéra de Paris ; l'Opéra touche 2 000 personnes par jour, Beaubourg en touchera au moins 8 000. Les seules inconnues financières concernent le conditionnement qui risque d'être coûteux et le nettoyage de cet immense parallélépipède de verre pour lequel il faudra faire appel à des spécialistes de la Marine !

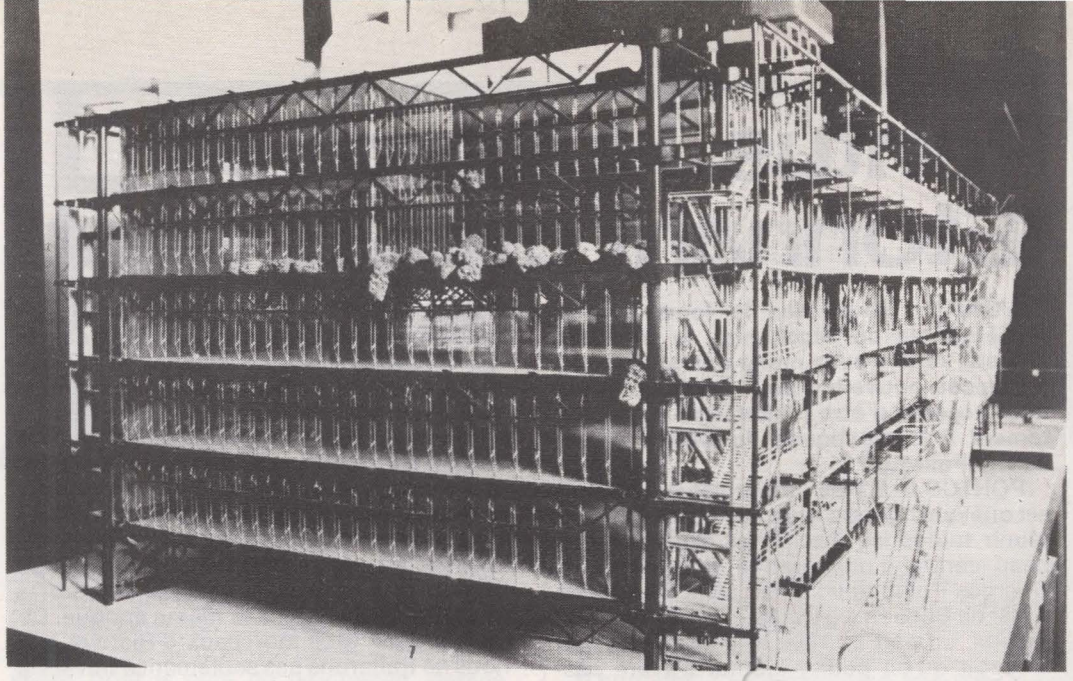
Bref, il faut bien en convenir, Beaubourg sera une remarquable machine. Qui risque, durant les premières années, de provoquer un phénomène de curiosité comme Orly à ses débuts : on viendra à Beaubourg, on prendra l'escalator pour voir Paris du haut des toits.

Beaubourg peut donc être une réussite. Parce que les personnes chargées du financement, de la construction et de la programmation ont sérieusement pensé et mûri leurs travaux. Les objectifs de Pompidou étaient vagues. Ceux qui construisent Beaubourg savent où ils vont et ce qu'ils veulent. Ils désirent mettre à la disposition d'un pays un centre d'attraction où puissent se retrouver aussi bien le non-initié que le spécialiste. Par phénomène de contamination ou de curiosité, le public — c'est-à-dire les usagers — sera nécessairement amené à voir ou percevoir des choses et des événements pour lesquels il n'était pas venu. Un tel, attiré par une exposition temporaire ou par la visite de la galerie expérimentale d'art contemporain, passera près de la bibiothèque publique ou de la salle d'information. Tel autre qui viendra au restaurant sera surpris, au détour d'un escalier, par une flèche lui indiquant la cinémathèque. Etc. La conception a été ainsi faite que l'impact sera immédiat. Au cœur de Paris, en pleine situation de brassage social, quand le R.e.r. viendra encore ajouter à la cohue du métro, Beaubourg peut devenir un lieu d'animation passionnant, aussi vivant qu'un hall de gare et...beaucoup plus attractif.

Une ambiguïté pourtant : l'énormité du bâtiment, le temps de curiosité passé, ne risque-t-il pas de faire fuir le public populaire ? Il est évident qu'un établissement culturel, à lui seul, ne peut pas renverser la vapeur

→

UNE USINE A REVER



d'un ordre social où seuls quelques privilégiés profitent de la richesse du patrimoine national. La majorité des Français, dès l'âge de la scolarité, n'a pas accès à l'intégralité de la culture. Beaubourg n'y changera rien.

Néanmoins, Beaubourg sera unique au monde. Non seulement parce qu'il s'agit d'un établissement « pluridisciplinaire ». Mais surtout parce que la direction de la construction et la direction de la programmation ont tenté de traduire en langage architectural les besoins des créateurs. Les programmateurs de la construction ont posé une série de questions à Pierre Boulez, responsable de la musique, à Pontus Hulten, responsable des arts plastiques, à Mathey et François Barré, responsables de la création industrielle et du design, et à Jean-Pierre Seguin, responsable de la bibliothèque. Questions en deux temps : 1°) De quoi aimeriez-vous disposer si vous travailliez seul ? 2°) Et si vous travailliez ensemble ? De là, un bâtiment est né, à utilisations multiples. Programmés à la construction, tous les échanges entre les différentes sections artistiques seront facilités sur le terrain de l'action.

Seront donc réunis dans ce Centre : une salle d'actualité où l'on pourra consulter tous les périodiques — comme au drugstore mais sans payer ; une galerie permanente et une galerie rétrospective du Centre de création industrielle ; une galerie (permanente) des arts plastiques. Tous ces activités seront regroupées au niveau de la rue. Au niveau supérieur, on trouvera le musée et une bibliothèque publique d'information. L'information spécialisée s'installera au 3e niveau. Isolé, en sous-sol, face à l'église Saint-Merri, un institut de recherches et de coordination acoustique-musique. A tout cela, il faut ajouter un forum et un centre, tous les deux polyvalents, un accueil des enfants, un studio télé, des laboratoires d'images, un circuit intérieur de télévision, etc. L'établissement étant ouvert à tous en libre accès, les gardiens étant plus des services de renseignements ambulants que des flics, la plupart de la documentation étant classée grâce à l'informatique, on se trouve bien loin des très peu pratiques cathédrales de la culture. Rien de conservateur. On peut s'en apercevoir en considérant chacun des quatre grands secteurs artistiques l'un après l'autre.

Pontus Hulten veut changer le profil des expositions d'arts plastiques. Directeur du département d'Histoire d'Art moderne au Musée national de Stocklhom, il a fait, dans un musée modèle, éclater le cadre traditionnel des expositions en y insérant des projections ou des films **(voir notre interview page 15).** Jean-Pierre Seguin va s'occuper d'une bibliothèque de lecture publique qu'il définit comme étant « de consommation et de formation permanente ». Le projet est antérieur à celui de Beaubourg, mais, par son esprit, il s'est vite intégré à l'ensemble du Centre. Il y aura là un « jardin du savoir » complet classé en domaines, avec des laboratoires de langue, des microfilms, avec l'apport de l'audiovisuel. Sa vocation se définit par une belle expression anglo-saxonne : « le dernier endroit possible de la liberté d'information ». Cette université sans murs a pour volonté de faire cohabiter des étudiants et des gens qui n'en sont pas. Elle devrait être la maison commune de tous et non un lieu de charité pour les pauvres. A mi-chemin entre le divertissement et la recherche, elle devrait permettre des rencontres surprenantes entre le savoir et ceux que la société actuelle a laissés dans l'ignorance. Source vive dans le désert, elle n'aura évidemment de sens que si elle fait œuvre d'émulation : « Il faudra que des bibliothèques similaires naissent demain à Créteil, à Marseille, à Nancy, à Saint-Denis, à Lille ».

L'installation du Centre de création industrielle à l'intérieur de Beaubourg lui permettra de poursuivre ses trois objectifs (architecture-urbanisme, design et communications visuelles) en atteignant un public moins convaincu d'avance que le public élitaire des musées. Le C.c.i. mettra en œuvre quatre moyens d'action : les expositions, l'édition, la documentation et les études. Des expositions temporaires, des expositions cycliques (par exemple, « Prise en charge de la ville par ses habitants »), des expositions itinérantes (sur l'environnement, la rénovation urbaine ou les transports en commun) seront mises à la disposition des collectivités, des comités d'entreprise, des M.j.c., etc. Beaubourg ne restera donc pas confiné dans Beaubourg. D'autant que le C.c.i. fabriquera des fichiers, éditera des documents et des revues, suscitera des livres de réflexion, qui seront à la disposition de tous.

Civilisation piétonne

Pierre Boulez a rassemblé à l'Institut de recherches et de coordination acoustique-musique (I.r.c.a.m.) une équipe permanente internationale de 50 personnes. Lui qui avait juré de ne plus remettre les pieds en France tant que ne serait mis en place une nouvelle politique de la musique et de l'initiation à la musique, lui, Boulez, a accepté de diriger ce département de Beaubourg, où il va entamer une série d'expériences pendant une première tranche de travail de cinq ou six ans. Dans le but de faire progresser la musique contemporaine et de déborder le cadre restreint où évolue son public. Ne limitant pas ses interventions aux seuls spécialistes, Boulez n'entend pas non plus les limiter à Paris. L'I.r.c.a.m. interviendra donc en province avec des unités mobiles, dirigées par Diégo Masson. Et, en retour, accueillera des manifestations ou des créateurs venus de la province et de l'étranger. Par goût et par conviction, Boulez prêtera aussi son matériel, notamment ses galeries aux murs modifiables, pour des recherches qui n'ont rien de musicales. Pour la grande confrontation Europe-Amérique que prépare Pontus Hulten pour l'inauguration de Beaubourg, Boulez apportera aussi les contributions musicales de son équipe.

En rêve, Beaubourg existe déjà. Ce sera la Régie Renault des Affaires culturelles. N'est-ce pas André Breton qui réclamait des usines à rêver ? Dans son étape d'élaboration, Beaubourg a fait la somme de l'imagination des saltimbanques et de la précision des géomètres. Réunis en préfiguration de comité de direction, ils ont montré que les utopies peuvent parfois se réaliser. Beaubourg envisage de varier les rencontres, de tisser un nouveau réseau de public, de faire s'interpénétrer toutes les disciplines. Qui s'en plaindrait ?

On peut toutefois s'interroger : n'y aura-t-il pas hypertrophie ? Dans le projet, les besoins artistiques ont contrebalancé le grandiose ; à la mise en route, le phénomène inverse ne se reproduira-t-il pas ? La province acceptera-t-elle les mains tendues par Boulez, Hulten, Mattey et Seguin ? Qui sera le grand patron : le commissaire général, qui présidera le comité de direction ? Trouvera-t-on un fonctionnaire assez « souple » pour laisser le champ libre aux saltimbanques qui ont inventé Beaubourg ? Une éventuelle lourdeur de la gestion ne risque-t-elle pas de faire sombrer les bonnes volontés dans la paperasse ? N'y a-t-il pas risque de répression culturelle si les sujets abordés sont considérés comme dangereux par le Pouvoir ? Car Beaubourg sera d'abord un haut lieu de la civilisation piétonne. Les piétons entre eux, ça se parle. Se parlant, ça devient dangereux, parce que ça prend conscience...

Beaubourg devrait être un merveilleux outil. Mais les conditions historiques et politiques dans lesquelles nous vivons ne sont assurément pas celles qui permettront son meilleur fonctionnement. Sans compter qu'un certain nombre de pesanteurs sociologiques freineront son action, même si Giscard d'Estaing et ses amis ne vont pas jusqu'à lui couper les vivres. Quoi qu'il en soit, les méthodes d'élaboration et les statuts de Beaubourg serviront de modèle pour l'avenir. S'inspirant de son exemple, de nombreux établissements en viendront à demander un statut d'établissement public national à caractère culturel. Ce qui ne sera pas sans créer quelques soucis au Pouvoir actuel...

JEAN-PAUL LIEGEOIS

changer la vie culturelle

Théâtre

LA NOUVELLE CHANSON DE ROLLAND

Hector Rolland, député U.d.r. de l'Allier, a poussé une nouvelle chansonnette. Sur l'air de la répression culturelle, bien sûr. Après avoir fermé, en octobre 1973, dans sa bonne ville de Moulins, une Ecole des Beaux-Arts de réputation nationale, il vient de mettre en sommeil le théâtre municipal. Opération en deux temps : il a d'abord exigé la démission de Daniel-Jacques Hannivel, jeune directeur venu de l'Ecole de la Comédie de l'Est (de Strasbourg) ; il a ensuite décidé de nommer à sa place un homme sûr, Maurice, son ancien secrétaire général de mairie, récemment mis à la retraite.

Hannivel ne faisait pourtant pas dans le génie. Et ses expériences moulinoises ont été bien timides : il fréquentait plus la bourgeoisie locale que les comités d'entreprise ou les syndicats ouvriers ; il perpétuait la relation théâtre bonbonnière-public élitaire ; aucun travail en profondeur donc mais, de temps à autre, une manifestation marquante : un mime, une pièce d'Arrabal ... Hannivel était si discret qu'il aurait même refusé de « repenser » — comme le lui avait demandé Rolland — la réouverture de l'Ecole des Beaux-Arts dans le cadre d'une activité culturelle municipale globale. Bref, Hannivel n'était vraiment pas du genre dangereux. Mais, pour Rolland, c'était encore trop !

Maintenant le problème est réglé : sous la coupe de Maurice, qui connaît le théâtre à peu près comme un Amazonien connaît la Bible, Moulins va retourner à ses fastes décadents. On va de nouveau voir les éternelles tournées Barret, les sinistres tournées Tichadel avec la « belle danseuse nue Nanou Maury et le comique Jean Davant ». Pour corser l'ambiance, l'ancienne Ecole des Beaux-Arts a recueilli la bibliothèque du petit séminaire ! Dans la foulée, une fermeture du musée et de la bibliothèque municipale n'étonnerait pas. Quand on pense que Rolland a failli être ministre de Giscard...

CINE - QUARTIER

C'était logique : le plus Parisien des cinéastes, René Clair, sera le héros d'un festival-hommage dans l'un des plus anciens quartiers de Paris : 8 de ses films sont projetés cette semaine dans le cadre du Festival du Marais. Confirmation que le 7e art s'implante bien du côté de la rue du Temple, puisque le cinéma Le Marais s'y transforme en « Centre du cinéma nouveau » (3 salles), inauguré tout récemment.

Ainsi se développe un phénomène nouveau et passionnant : la transformation du « ciné du coin » en pôle d'animation culturelle de quartiers populaires. De ce point de vue, la création à la Bastille d'une autre triple salle, le « Quatorze Juillet » est spécialement remarquable. Aux programmes « classiques » (une salle d'exclusivité et une de rééditions) s'ajoutent vidéo, inédits, montages audiovisuels, etc. Plus une salle de débat, une librairie Maspéro et des expositions centrées sur l'un des films. Ainsi, 6 peintres (Balmes, Dufour, Fromanger, Jolivet, Le Parc, Pignon – Ernest) viennent d'y illustrer le beau et douloureux film du Bolivien Jorge Sanjines, « Le courage du peuple ».

Cinéma

CATASTROPHISME SIMPLET

A New-Delhi, paraît-il — cependant que l'Inde sacrifie son budget à l'arme nucléaire — 50 000 êtres humains vivent et dorment dans la rue, des fourgons emportant chaque matin des centaines de cadavres. Est-ce ce qui nous attend tous ? En ce cas, la science-fiction ferait une fois de plus œuvre de prophétie à court terme. Destruction de l'environnement + surpopulation = famine, c'est le théorème commun à « Terre brûlée », de Cornel Wilde, et à « Soleil vert », de Richard Fleischer, où 40 millions de gens s'entassent dans le seul Manhattan et y végètent en se nourrissant d'un bizarre extrait de plancton, le « Soylent ».

Mais alors que les hommes de demain, dans « Terre brûlée », abandonnent toute loi sociale, ceux de « Soleil vert » vivent au contraire sous un système autoritaire renforcé, l'Etat policier dans toute sa splendeur. Il n'est que d'examiner la ou les « attractions » que ce petit-maître qu'est Fleischer a coutume de mettre particulièrement en relief dans chacun de ses films — scènes de supplice des « Vikings », traversée du cœur dans « Le voyage fantastique », cirque du « Dr Doolittle », bal des désaxés dans « Les flics ne dorment pas la nuit », etc. Ici, deux « clous » de ce genre : outre le suicide « programmé » de Roth-Edward G. Robinson, une spectaculaire intervention, dans une émeute, des pelleteuses anti-manifestants de la police. Ce n'est pas un hasard. Ni que le héros de « Soleil vert », Thorn (Charlton Heston), soit un membre de cette surpuissante et impitoyable police, mise au service de quelques rares privilégiés : ceux qui bénéficient encore, en cette année 2022, d'un appartement (un... garni, puisqu'une jolie fille fait automatiquement partie du mobilier) ; ceux qui peuvent s'offrir un vrai savon ou vrai steack de viande, au lieu du « Soylent » mâché par des populations que de rares révoltes arrachent à leur passivité — ce qui est à peine une anticipation : déjà 25 firmes américaines fabriquent de la viande artificielle et le Japon en produit chaque année 20 000 tonnes...

Raconter une telle histoire, c'est se contraindre à la traiter avec beaucoup de puissance et de rigueur. Or, ni les brumeux éclairages couleur moisi de « Soleil vert » ni les indéniables séductions de forme ne peuvent voiler ce que l'œuvre de Fleischer a de superficiel : c'est du niveau de la tarte à la crème « écologiste », soigneusement apolitique, que dénonçait l'avant-dernier numéro de « l'Unité ». On pouvait attendre un peu de sérieux — ce qui ne veut pas dire prédicant ou ennuyeux — et un rien d'analyse du pourquoi et du comment de cette horrible malaventure de l'humanité. Mais là où on pouvait espérer ce que peut avoir de fécond un pessimisme lucide, on n'a que catastrophisme simplet. Reste un spectacle. Un spectacle particulièrement « dépolitisateur », si l'on ose dire, en marge de ce beau sujet que demeure le suicide de la planète Terre.

S.R.



changer la vie quotidienne

LA FETE AU LARZAC

Cette année, le Larzac sera en fête les 17 et 18 août. Cela commencera par une moisson. De blé et d'argent destinés aux populations africaines souffrant de la famine. Les paysans menacés par l'Armée ont rédigé un appel expliquant que « le blé fait vivre, les armes font mourir ». Après la moisson, il y aura un meeting avec des spécialistes du Tiers-Monde. Et la nuit, il y aura la Fête. Comme l'année dernière. Le dimanche matin, les discussions reprendront. Pour tous renseignements, s'adresser au secrétariat des agriculteurs du Larzac, 12230 - La Cavalerie.

LE TOUR DE FRANCE DES OBJECTEURS

Les objecteurs de conscience qui participeront au rassemblement du Larzac ont décidé, pour « dégeler une situation qui traîne », c'est-à-dire pour contraindre le gouvernement à tenir compte des récoltes, un demi-tour de France cycliste. Partant de Mantes le 27 juillet, les « coureurs » — il y aura des voitures suiveuses pour les fatigués — iront, par étapes de 80 kilomètres, jusqu'au Larzac, où ils arriveront le 17 août après être passés par Bordeaux, Bayonne, Toulouse, Montpellier.

LA VALSE DES ETIQUETTES

Les prix, ce n'est pas qu'un indice. Les ménagères le découvrent — et le subissent chaque jour. Les clubs de consommateurs des Associations populaires familiales et la commission consommation des Associations syndicales des familles du Rhône viennent d'établir un « dossier prix » qui est révélateur. Plusieurs adhérents ayant répondu qu'« il serait beaucoup plus simple de noter les articles n'ayant pas augmenté » que les autres.

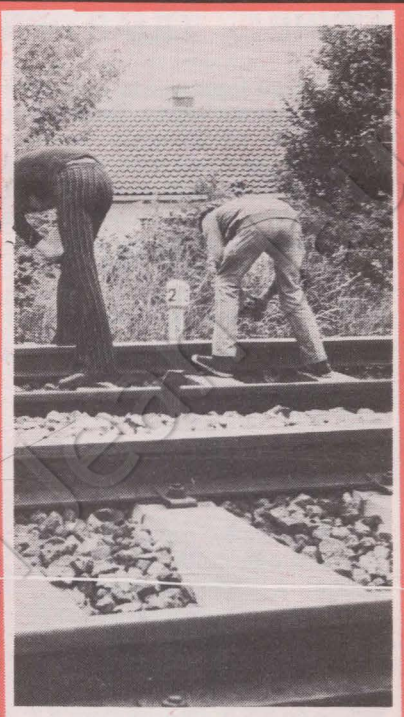
Au-delà de la longue litanie des augmentations, ce dossier révèle les pratiques de certains commerçants et les interrogations qui en découlent. Par exemple, les fausses baisses ou les étiquettes triples. Prenons le cas du Banania. Première étiquette — l'ancien prix — 5,70 F. Deuxième étiquette : 6,45 F. Mais celle-ci est rayée. Nouvelle étiquette : 5,95 F. La ménagère qui va payer sa boîte 25 centimes de plus a, de surcroît, l'impression de faire une bonne affaire : elle a failli la payer 75 centimes de plus. De quoi en faire des provisions.

Enfin, il y a l'augmentation des produits en stock. L'enquête a prouvé que les supermarchés et les supérettes de la région vendent par rayons entiers des produits achetés pour être vendus à un certain prix et revendus en tenant compte des nouveaux prix d'achat. Par exemple, du savon devant être vendu 4,20 F est affiché à 5,25 F. Il n'y a pas de petits bénéfices...

QUAND LES CHALANDONETTES SE LEZARDENT...

Lorsqu'Alain Chalandon, alors ministre de l'Equipement et du Logement, lança en 1969 le concours de promotion des maisons individuelles, des millions de Français se prirent à rêver. Aujourd'hui, plusieurs milliers de ses « chalandonettes » sont construites et habitées. Et, pour nombre de leurs acquéreurs, le rêve d'antan a fait place à une réalité beaucoup moins rose.

Le cas des habitants de la Zac de Saint-Félix, à Courmelles, dans l'Aisne, est typique de ce désenchantement. Sous la pression conjuguée de la société Le Toit familial, liée au groupement Batilogifrance, et d'élus locaux comme André Rossi, député-maire de Château-Thierry et actuel porte-parole du gouvernement, la municipalité de Courmelles avait accepté la constitution d'une zone d'aménagement concerté sur son territoire. Rossi voulait faire « du social » et la société, des affaires. Qu'importe si la Zac est implantée en bordure de la voie ferrée Paris-Soissons et à proximité d'une décharge municipale ! En l'absence de grillages de protection, des enfants jouent sur



les rails et obligent les mécaniciens à actionner la sirène des convois qui abordent cette courbe à près de 100 km à l'heure. Le retour — à pied, faute de transports publics — depuis l'école, située à Courmelles, à plus d'un kilomètre de la Zac, est souvent l'occasion d'un petit détour par la décharge où, malgré la dératisation, les gros rongeurs continuent de grouiller.

Il y a là de quoi inquiéter les parents des centaines d'enfants qui habitent maintenant les 260 pavillons de Saint-Félix. D'autant plus qu'en cas d'accident, pas la peine de vouloir appeler le médecin. Aucune ligne téléphonique n'a été prévue, pas même pour une cabine publique. Il est vrai qu'entre les promesses du dépliant, où l'on annonce écoles, centre commercial, terrains de jeux et espaces verts, et la réalité, la différence est de taille. Les terrains de jeux : des bourbiers. Les écoles ? Rien ne prouve que la seule actuellement en construction, une maternelle, sera terminée à la rentrée. Les trottoirs ? 50 cm de bitume d'un côté, une bande blanche tracée sur la chaussée de l'autre.

Sans parler de la qualité souvent défectueuse des constructions dont témoignent déjà de nombreux murs lézardés. Quand ce n'est pas un plafond qui se décroche !

Nul ne s'étonnera si les accessionnaires de Saint-Félix, regroupés au sein d'une association, s'en prennent à l'administration et aux élus locaux. Choqués par la légèreté avec laquelle on les a traités, ils entendent empêcher que Saint-Félix ne devienne une cité d'urgence. Rossi, pourtant lié à la réalisation de cette Zac, n'a jamais accepté de les recevoir. Comme si, paradoxalement, le porte-parole perdait l'usage de la sienne à propos de Saint-Félix.

CHERES AUTOROUTES

Vous partez en vacances. Avec votre voiture et vers le soleil. Avant de partir, quelques conseils. La limitation de vitesse est payante. Par rapport à la même période de 1973, le nombre des tués est en diminution de 20,4% ; celui des blessés, de 11,3% ; celui des accidents, de 8,3%. Mais si vous prenez une autoroute, et en particulier l'autoroute du Sud, relisez le numéro que la revue « Que choisir » a publié sur ce sujet. Une lecture instructive : elle apprend que l'on peut acheter presque n'importe quoi dans les magasins qui jouxtent les stations-service, mais plus cher qu'ailleurs. Que les repas sont rarement bons, mais toujours chers et qu'il vaut mieux « sortir » de l'autoroute pour se restaurer. Qu'il vaut mieux tomber en panne sur une nationale, vu le prix du dépannage. Qu'enfin les autoroutes françaises ne sont pas comparables aux autoroutes allemandes, belges et hollandaises. Pour la bonne raison que ces dernières sont gratuites.

LES MULTINATIONALES DES TRAVAILLEURS

Le pouvoir aujourd'hui s'appelle General Motors, I.t.t., Rhône-Poulenc ou Michelin. C'est là que se décident les salaires, les licenciements, le chômage. C'est là qu'il faut se battre.



Les multinationales : des Etats au-dessus des Etats ? Un nouveau pouvoir qui se joue des frontières et des régimes ? Des puissances politiques capables de provoquer des coups d'état comme I.t.t. au Chili ? Nous avons demandé à un spécialiste des multinationales, Charles Levinson, 54 ans, syndicaliste et économiste, secrétaire général de la Fédération internationale de la chimie (I.c.f.), auteur de plusieurs livres importants sur ce problème, de répondre à ces questions, et d'analyser, pour « l'Unité », ces entreprises que l'on connaît mal.

On peut, ou non, être d'accord avec sa vision. On peut reprocher à son analyse de ne pas déboucher sur un projet politique. On peut penser que cet homme, qui se bat depuis des années, et avec efficacité, contre les plus grands trusts mondiaux, a une connaissance des multinationales qui lui permet d'être en avance sur son temps. A moins qu'on ne reproche à cette analyse futuriste de trop négliger les réalités politiques. « L'Unité », pour sa part, donne la parole à Charles Levinson, en souhaitant que ses propos apportent des éléments de réflexion et de débat.

L'UNITE — Quand avez-vous commencé à vous intéresser à l'activité des compagnies multinationales ?

CHARLES LEVINSON — C'est en 1953 que j'ai écrit mon premier article sur le problème des multinationales. Mais c'est plusieurs années plus tard, dans les années 1956-1957, que j'ai entrepris la première grande étude sur le sujet. A cette époque, on assistait aux Etats-Unis à la première vague de l'exportation par le Japon des postes à transistors et des petits éléments électroniques. Les organisations syndicales avaient eu, face à cette invasion, des réactions violentes. Elles demandaient notamment au gouvernement de les protéger contre ces importations massives et à bas prix rendues possibles par le faible niveau des salaires japonais qui risquaient de créer du chômage chez eux. Ce qui était déjà clair, c'est qu'après la guerre, l'industrie japonaise a été reconstruite grâce à des investissements américains, provenant en particulier des multinationales du secteur de l'électronique : c'était, déjà, le commencement d'une restructuration. La compagnie General Electric faisait fabriquer au Japon tous les éléments de ses installations téléphoniques. Les grands fabricants de machines à coudre, comme Singer, transféraient leurs ateliers de l'autre côté du Pacifique. Certains fabricants de postes de radio faisaient construire leurs appareils au Japon, avant de les mettre dans une boîte pour l'exportation à Chicago. Et ce n'était pas un phénomène spécifiquement américain : en Hollande, Philips était lié avec la plus grande compagnie électronique japonaise, et d'autres grandes compagnies européennes, comme Siemens, en Allemagne, lui emboîtaient le pas.

Ce que je voulais montrer à l'époque, c'est que les grandes entreprises américaines, qui s'installaient au Japon, transformaient le système de l'importation-exportation.

En 1958, j'avais aussi écrit une étude sur les multinationales dans l'automobile, pour montrer que l'industrie automobile était déjà multinationale. C'était le début de l'importation aux Etats-Unis des petites voitures « européennes ». Elles commençaient même à occuper une place importante sur le marché américain. Ce qu'on ne voyait pas, c'est que 58 % de toutes les voitures « européennes » importées aux Etats-Unis étaient certes fabriquées en Europe, mais par des succursales des firmes américaines : on ignorait ainsi que General Motors fabriquait en Allemagne des Opel, que Ford y produisait des Taunus, que Vauxhall était le nom anglais de General Motors et que Ford était le deuxième producteur britannique. C'est pour toutes ces raisons que j'ai proposé, en 1959, la constitution du premier Conseil syndical mondial pour l'automobile. Je crois pouvoir dire que nous avions alors vingt ans d'avance sur les hommes politiques et sur la plupart des syndicats qui ne s'intéressent aux multinationales que depuis 4 ou 5 ans.

— Pourquoi les syndicats ont-ils mis aussi longtemps à entreprendre des actions contre les multinationales ?

— Ce temps était nécessaire. Il était très difficile de développer une action concrète dans des industries comme la métallurgie, par exemple : il s'agit là d'entreprises qui emploient des dizaines, sinon des centaines de milliers de travailleurs. Mettre sur pied une action de →

LES MULTINATIONALES DES TRAVAILLEURS



solidarité rassemblant un aussi grand nombre de personnes, c'était à l'époque très difficile. Et je me rendais compte d'ailleurs que nous avancerions lentement. Mais la prise de conscience a eu lieu.

L'I.c.f. (Fédération internationale des industries chimiques) a été créé il y a 70 ans. La Fédération internationale des métaux, par exemple, a 75 ans : nous avons donc une longue histoire. Mais on peut dire qu'à l'I.c.f. nous avons connu une véritable renaissance en 1964. J'ai eu la chance d'arriver à ce moment-là et d'être élu secrétaire général adjoint de l'industrie des métaux.

— Quelle avait été jusqu'à ce moment votre carrière syndicale ?

— Je suis un peu syndicaliste de naissance ! Mon père est arrivé au Canada après s'être échappé avec son frère du convoi tsariste qui l'emmenait en Sibérie. Ils avaient été arrêtés pour activités révolutionnaires. Ma mère, après la mort de mon père au Canada, s'est embauchée dans une usine d'habillement. Pendant 25 ans, au Canada et aux Etats-Unis, elle a été syndicaliste. Je suis donc arrivé au syndicalisme par des voies naturelles, congénitales. J'ai fait mes études avant la guerre, puis, lorsque le conflit a éclaté, je suis devenu pilote de bombardier dans la Royal Canadian Air Force. Après la guerre, j'ai été rédacteur en chef adjoint de la publication officielle du département du Travail du gouvernement canadien. Pendant cette période, j'ai été de ceux qui ont lutté pour le renouvellement du syndicalisme dans les services publics. Ensuite, j'ai été professeur d'économie ; là encore, j'étais syndicaliste : à cette époque j'ai dirigé les négociations collectives pour les syndicats automobiles du Canada. Puis, j'ai fait un doctorat d'économie et je suis venu à Paris comme directeur-adjoint du Bureau des syndicats américains-canadiens de la C.i.o. C'était avant la fusion avec l'A.f.l., et l'aile gauche à laquelle j'appartenais a lutté durement à cette époque contre les réactionnaires de l'A.f.l. C'était dans les années 1950 à 1954. Je suis devenu ensuite secrétaire général adjoint de l'internationale des Métaux où j'ai milité pendant 10 ans, avant d'être élu au poste que j'occupe aujourd'hui. Comme vous le voyez, j'ai été syndicaliste toute ma vie.

— Lorsque vous y êtes arrivé, en 1964, que représentait à l'époque l'I.c.f. ?

— En 1964, nous avions 900 000 adhérents. L'I.c.f. était alors essentiellement une organisation européenne, avec quelques affiliés aux Etats-Unis, un ou deux au Japon. Nous avons aujourd'hui plus de cinq millions d'adhérents et nous représentons les travailleurs de 75 pays à travers leurs syndicats.

— Comment fonctionne l'I.c.f. ?

— Les organisations qui sont affiliées à l'I.c.f. sont des fédérations d'industries ; par exemple, ce n'est pas la confédération C.f.d.t. qui est affiliée chez nous, mais la fédération C.f.d.t. de la Chimie. Même chose pour F.o. C'est ainsi pour les syndicats de tous les pays membres.Nous sommes une organisation internationale de branches d'industrie. L'I.c.f. est totalement indépendante de toute confédération mondiale, C.i.s.l., C.m.t. ou F.s.m. Nous sommes la seule fédération professionnelle à disposer d'un statut consultatif auprès des Nations unies : j'ai reçu la lettre me le confirmant le 14 juin dernier.

Nous avons un congrès tous les trois ans, qui élit un secrétaire général et un président. Notre exécutif, représentatif de 25 pays, siège cinq fois par an et définit les grandes lignes de notre politique. Nous ne sommes pas du tout une organisation bureaucratique : ici, à Genève, il y a seulement 10 personnes. Notre rôle n'est pas de devenir un autre B.i.t. ! Nous avons des Bureaux régionaux en Amérique latine, au Japon, aux Indes et nous allons bientôt ouvrir une représentation en Afrique. Nous avons un million d'affiliés aux Etats-Unis — 12 fédérations, certaines membres de l'A.f.l.-C.i.o., d'autres pas. Nous en avons 300 000 au Japon, mais nous espérons atteindre 500 000 à 600 000 membres dans quelques mois. Nous avons aussi des affiliés en nombre important aux Indes, en Australie, en Nouvelle-Zélande, dans plusieurs pays d'Amérique latine...

Notre structure est construite sur une base technique. Par exemple, nous avons des divisions pour l'industrie de la chimie, du caoutchouc, du pétrole, du papier, dans lesquelles sont élus les présidents, les co-présidents et leur exécutif. Notre organisation est très décentralisée : les branches sont divisées en sous-branches. C'est ainsi que, dans la chimie, il existe une branche pour les fibres industrielles, une autre pour l'industrie pharmaceutique, etc.

Pour la lutte contre les multinationales, nous avons dû nous initier aux restructurations et créer des institutions plus représentatives, au niveau des entreprises : nous partons du bas de la pyramide, et non du sommet. C'est la raison pour laquelle nous refusons de participer aux activités du B.i.t. qui prétend s'occuper des problèmes sociaux. Personne n'a jamais pu m'expliquer ce qu'est le « social ». Comment peut-on faire la distinction entre l'économique et le social ? Discuter des problèmes sociaux avec les patrons en écartant l'économie, c'est un jeu que je refuse car il favorise les patrons.

— Quels sont les moyens de financement de l'I.c.f. ?

— Depuis 1964, l'I.c.f. n'a jamais reçu un franc d'une source extérieure à ses affiliés. Nous n'acceptons aucune subvention. Nous disons que, pour être indépendante, une organisation internationale comme la nôtre ne peut accepter d'argent d'aucune source autre que ses cotisations. Même s'il s'agit d'un don bien intentionné. Nos comptes sont contrôlés et publiés deux fois par an par des contrôleurs élus au cours du congrès. Et l'état de nos comptes bancaires est ouvert au public. Je dis catégoriquement, officiellement, que nous n'avons jamais accepté aucun subside. Nous fonctionnons grâce aux cotisations payées par chaque fédération affiliée sur la base de 60 centimes suisse par membre et par an.

— Comment, avec ces moyens dont vous disposez, concevez-vous une lutte efficace contre les sociétés multinationales ?

— Avant d'examiner les formes de lutte appropriées, je crois qu'il faut d'abord bien voir la puissance et le rôle des compagnies multinationales.

Selon moi, la transformation fondamentale de notre société consiste aujourd'hui en cela : la naissance des compagnies multinationales a transféré le poids économique et financier des Etats-nations vers des entreprises. Si nous, dans la classe ouvrière, nous ne constituons pas un pouvoir syndical symétrique de ce nouveau pouvoir, notre poids sera mal utilisé. Par exemple : un anticorps doit posséder une structure géométrique précise pour attaquer un virus. C'est la raison pour laquelle on a inventé les vaccins. Le principe de la vaccination consiste à produire des anticorps en fonction d'un virus précis. Si on vous fait un vaccin contre la grippe, vous ne serez pas protégé contre la polio. Je ne veux pas dire cependant que l'Etat-nation est totalement impotent aujourd'hui, mais j'affirme que, dans beaucoup de domaines, il devient inefficace. Lorsque des entreprises travaillent chaque jour dans 5, 10, 20 monnaies différentes, il ne contrôle qu'une faible partie de ses importations-exportations : celles qui concernent son territoire national.

Prenons aussi le problème des nationalisations. Ne faut-il pas le reposer ? Supposez que vous vouliez nationaliser Michelin. Le holding de Michelin pour toutes les entreprises de cette firme implantées hors de France est à Bâle, donc de droit suisse. Comment le gouvernement français pourrait-il nationaliser une entreprise dont le siège est à l'étranger ? Evidemment, vous pourriez prendre des participations. Mais si les dirigeants ont prévu cette éventualité — et vous pouvez leur faire confiance pour cela ! — vous allez prendre des participations dans une société vide.

D'autre part, comment nationaliser des compagnies dont la moitié est américaine ? Si un pays d'Europe fait cela, les Etats-Unis fermeront

leurs portes à ses exportations. Et ce jour-là, je n'aimerais pas être à la place de celui qui devra l'annoncer aux travailleurs qui se retrouveront au chômage.

Syndicalistes, nous cherchons à créer une forme de syndicalisme correspondant à ces nouvelles données, et nous le faisons par l'intermédiaire des conseils mondiaux. Nous allons mettre sur pied des conseils qui, à travers leurs syndicats, représenteront les travailleurs d'une même entreprise sur une échelle mondiale. Nous en avons déjà une vingtaine qui fonctionnent, nous en aurons une trentaine bientôt et je pense que, l'année prochaine, nous pourrons ainsi couvrir toutes les grandes entreprises dans les branches qui nous intéressent.

— Quand situez-vous l'origine des compagnies multinationales ?

— La réalité, c'est que les compagnies multinationales, sous une forme ou sous une autre, ont presque toujours existé. Mais ce qui est important, c'est que leur volume est devenu explosif dans les années 1950. Dans certaines branches, comme le pétrole par exemple, les entreprises multinationales sont nées en même temps que l'industrie elle-même : cela tient, dans le cas du pétrole, à sa nature, à son implantation, à son rôle économique et politique, que l'on voit mieux encore depuis quelques mois. Des compagnies comme Esso, Shell, B.p. étaient déjà multinationales dans les années 30-40.

L'industrie de la chimie aussi a commencé en étant multinationale. Prenons le cas de I.G. Farben : elle était multinationale dans tous les pays industrialisés avant la Deuxième Guerre mondiale. Elle était implantée aux Etats-Unis, en Suisse, en Allemagne, en Belgique, etc. On peut dire la même chose de l'électronique et des télécommunications. Ce n'est pas un hasard si c'est dans les secteurs de pointe que l'on trouve toutes les entreprises dont je viens de parler. Regardez la plus grande compagnie pharmaceutique du monde, la société suisse Hoffman-Laroche. Elle était implantée dans le monde entier entre les deux guerres ; mais, pour protéger leurs intérêts de l'éventualité d'une mainmise par les nazis, les dirigeants de Hoffman-Laroche ont transféré, à la veille de la guerre, 50 % de leurs activités au Canada. La moitié de Hoffman-Laroche est canadien.

Autre point intéressant : on a tendance à voir le capitalisme américain derrière toutes les multinationales. Pourtant, il faut savoir que l'économie européenne a stimulé la progression des multinationales proportionnellement plus vite et plus efficacement que l'économie américaine. Ceux qui parlent des multinationales en termes de mainmise de l'impérialisme américain se trompent. Prenons des exemples. Même en cherchant dans les plus petits pays européens, on obtient des résultats éloquents. Regardez la Suisse : un pays de 7 millions d'habitants. On y trouve quelques-unes des plus grandes compagnies mondiales : Hoffman-Laroche pour les produits pharmaceutiques (la première compagnie mondiale dans cette branche), Ciba-Geigy et Sandoz, Brown-Boweri dans la métallurgie, des banques, des grandes compagnies d'assurances, toutes multinationales.

— Quel est aujourd'hui le pourcentage de compagnies multinationales américaines et de compagnies originaires d'autres pays ?

— Disons, peut-être 70 % pour les Etats-Unis et 30 % pour le reste du monde. Mais c'est simplement parce que l'Amérique est un continent. Aujourd'hui, il y a plus d'investissements européens aux Etats-Unis que d'investissements américains en Europe. Ainsi Michelin, qui avait une grande partie de sa production dans ses usines de France, d'Italie, d'Allemagne, exportait vers les Etats-Unis. Ce n'était plus possible, pour des questions de coût de revient. Ils ont donc créé deux grandes usines au Canada, grâce à des subventions du gouvernement canadien. Et cela pour produire des pneus destinés au marché américain. Mais ces usines sont contrôlées par un holding dont le siège est aux Bermudes, ce qui permet aux dirigeants de Michelin de mettre leurs bénéfices à l'abri du fisc canadien. Et il y a encore plus fort : Michelin construit deux grandes usines en Caroline du Sud, aux Etats-Unis. Pourquoi en Caroline du Sud ? Parce que les salaires y sont très, très bas. C'est assez peu connu, mais certaines régions des Etats-Unis présentent les caractéristiques des pays en voie de développement. C'est pour cette raison que les multinationales européennes vont investir dans le Sud des Etats-Unis, où les réactionnaires, par les fusils et par les flics, ont empêché la syndicalisation des travailleurs noirs. Le salaire y est égal à un dixième de ce qu'il est au Nord.

Et qui parle de l'impérialisme français ? Qui dénonce l'impérialisme européen, alors que les grandes entreprises de la chimie allemande, hollandaise, belge ou française courent vers le Sud des Etats-Unis ? Les Ciments Lafarge, par exemple, auront 60 % de leur production en Amérique du Nord d'ici à 5 ans : ils n'hésitent pas à se joindre aux éléments les plus réactionnaires du Texas. Et entend-on parler d'« impérialisme soviétique » ? Pourtant, les entreprises soviétiques investissent dans les pays d'Amérique latine, dans des pays où les militaires au pouvoir ne permettent ni le syndicalisme démocratique ni les grèves. Toutes ces entreprises se ruent vers le Sud des Etats-Unis ou l'Amérique du Sud pour y bénéficier des coûts de travail très bas ; et, aujourd'hui, ce sont les Japonais qui craignent un déferlement de produits bon marché chez eux. Dans ces conditions, ne faut-il pas revoir certaines notions, sous peine d'être complètement dépassés par le dynamisme des multinationales ?

— On a beaucoup parlé du rôle joué par une compagnie multinationale, I.t.t., dans le renversement du régime Allende au Chili. Peut-on en conclure que les multinationales ont des ambitions politiques ? Sait-on si aujourd'hui les multinationales ont recommencé à investir au Chili ?

— Oui, après la chute d'Allende les grandes compagnies multinationales ont recommencé à investir au Chili. Et pas seulement I.t.t. : toutes les compagnies, aussi bien européennes qu'américaines. I.t.t. ne fait que ce que fait tout le monde. Il faut bien voir que les grandes entreprises ont complètement dépassé toutes les définitions idéologiques et politiques classiques. Il serait faux de croire, en prenant l'exemple du Chili, qu'I.t.t. est contre le socialisme. La vérité est qu'I.t.t., comme toutes les multinationales, se moque éperdument du régime. Dans le cas du Chili, cette entreprise a simplement voulu sauver ses mises. Elle n'a jamais été ni contre le fascisme ni contre le nazisme, elle n'est pas contre le racisme, ni contre le socialisme, ni contre la démocratie. C'est cela la réalité des multinationales : elles sont a-morales.

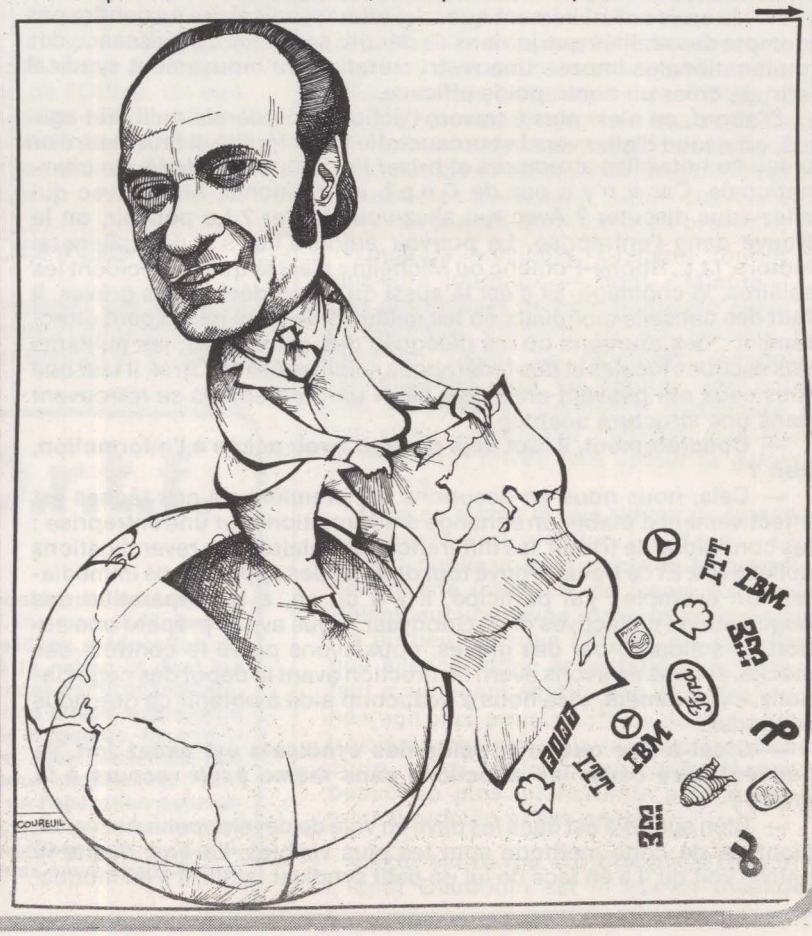
On peut presque dire que ce qui s'est passé au Chili est une bavure, qui risque peu de se reproduire. I.t.t. était trop bien implantée au Chili, où 100 % des mines de cuivre lui appartenaient. Aujourd'hui, les multinationales prennent des précautions : au lieu d'investir des milliards dans un pays, avec 100 % du contrôle, elles préfèrent passer des accords avec l'Etat de ce pays en partageant avec lui le contrôle de la société.

Et, pour agir ainsi, il faut n'avoir aucun préjugé contre quelque régime politique que ce soit. Prenons encore l'exemple d'I.t.t. Quand Allende s'est rendu à Moscou, Brejnev lui a promis son appui en cas de coup d'Etat. Mais il a oublié de lui dire que, trois jours avant sa visite, l'U.r.s.s. avait signé un accord avec I.t.t. pour créer une société commune en Union soviétique. Aujourd'hui, c'est I.t.t. qui équipe les aéroports soviétiques. Alors, comment peut-on dire après cela qu'I.t.t. est un diable au Chili et un ange à Moscou ?

En même temps, une succursale d'I.t.t. au Portugal, Standard Electric, téléphonait à la Pide — la police politique de l'ancien régime — de venir mettre de l'ordre chaque fois qu'il y avait un mouvement de grève dans l'entreprise. Et ce n'était pas un cas isolé : les grandes entreprises s'adaptent toujours aux circonstances pour défendre leurs intérêts.

— On a vraiment l'impression, en vous écoutant, de découvrir un monde contrôlé par les multinationales. Pensez-vous vraiment que ces compagnies en soient arrivées à être au-dessus des Etats ?

— Oui. Quel est le pouvoir réel qui domine les Etats-Unis ? Celui des compagnies de pétrole. Pourquoi croyez-vous que Kissinger est en place ? Parce qu'il appartient aux Rockefeller, qui, eux, sont liés depuis toujours aux pays producteurs. Pourquoi la guerre du Vietnam est-elle terminée, juste au moment où les grandes sociétés américaines investissent des milliards de dollars dans les pays qui soutiennent les adversaires des Etats-Unis ? Il était de plus en plus difficile de continuer une guerre où les Américains se font tuer pendant que les entreprises américaines prêtent de plus en plus d'argent à l'Union soviétique. Il fallait une détente, et les politiciens qui l'ont menée à bien →



→ sont 30 ans en arrière de la réalité économique.

Maintenant, on peut se demander pourquoi les dirigeants politiques acceptent de se retrouver confrontés à des problèmes aussi ardus à résoudre. C'est pour une raison bien simple : ils ne peuvent empêcher les multinationales d'agir à leur guise. Celles-ci n'écouteront personne, car elles ont découvert une nouvelle méthode pour gagner dix fois plus que ce qu'elles pouvaient espérer avec les méthodes classiques d'importation-exportation.

Regardez les multinationales implantées en Union soviétique. Renault, par exemple. Les capitalistes amènent le capital, les managers et les techniques de production. Les Soviétiques offrent une main-d'œuvre bon marché, des syndicats qui ne font pas grève et les matières premières. Comment ensuite partager les bénéfices, puisque le rouble n'est pas convertible ? Le troc n'est pas une méthode : on imagine mal Renault acceptant de créer des usines en Union soviétique en échange de 50 millions de tonnes de boutons ! Alors, il ne reste que la co-production : des entreprises communes se constituent, où chacun contrôle la moitié des capitaux. Ensuite, Renault peut vendre en France ce qu'il a fait fabriquer en U.r.s.s. et toucher des francs. Toutes les grandes compagnies agissent ainsi. Et c'est cela qui a créé la détente. Pas autre chose.

Oui, vraiment, les entreprises ont pris une nouvelle dimension. Et elles seront toujours gagnantes : les régimes tombent, les entreprises restent. I.t.t. a produit des avions pour les nazis durant la dernière guerre et I.t.t. marche très bien aujourd'hui. L'Allemagne a perdu la guerre, mais Krupp se porte à merveille. Fiat était avec Mussolini, le régime fasciste est tombé, mais Fiat n'a pas à se plaindre. Et la classe dirigeante d'aujourd'hui, ce sont les grands managers. Cela bouleverse toutes nos définitions classiques. Quand la Chase Manhattan Bank a des bureaux à Moscou, où est le capitalisme ? Où est le monopole capitaliste ? Et qui va lutter avec nous ?

Car qui sont-ils, les capitalistes ? 1 % seulement du capital vient des « capitalistes », c'est-à-dire de gens qui font un investissement. Aujourd'hui, ce sont les entreprises qui fabriquent leur propre capital. Où sont les capitalistes dans tout cela ? Il n'y a aucune différence entre Renault et Rhône-Poulenc. Le secteur public et le secteur privé sont tellement imbriqués dans les entreprises qu'on ne peut déterminer la part propre à chacun.

— Comment interprétez-vous la présence au gouvernement français d'un dirigeant d'I.t.t. comme Pierre Abelin ?

— Oh, je ne crois pas que cela change grand-chose. La politique de l'Etat n'a finalement pas grande importance. Comment contrôlerait-il la France ? Si les Etats-Unis ne sont plus capables de contrôler leurs propres compagnies multinationales, alors qu'elles provoquent la même inflation et le même chômage qu'ici, comment voulez-vous que l'Europe y arrive ? Aujourd'hui, si l'on veut se défendre efficacement contre les multinationales, il faut lutter là où sont les travailleurs. Maintenant, le monde se partage en deux parties. D'un côté, tous ceux qui sont liés au capital et qui forment une élite. De l'autre, tous les autres qui vivent de leur salaire et qui mourront jeunes d'une crise cardiaque parce que leur tension dans le travail ne cesse de croître.

— Comment voyez-vous alors l'action syndicale ?

— Je crois naturellement que tout effort syndical qui ne tiendra pas compte des réalités que je viens de décrire sera vain. La puissance des multinationales impose une restructuration du mouvement syndical afin de créer un contrepoids efficace.

D'abord, ce n'est plus à travers l'action confédérale qu'il faut agir. Là, on risque d'aller vers la bureaucratie et la stérilité. Il faut mettre en place de nouvelles structures et briser l'extension confédérale internationale. Car il n'y a pas de C.n.p.f. international. Alors, avec qui allez-vous discuter ? Avec qui allez-vous traiter ? Le pouvoir, on le trouve dans l'entreprise. Le pouvoir aujourd'hui s'appelle General Motors, I.t.t., Rhône-Poulenc ou Michelin : c'est là que se décident les salaires, le chômage. Et c'est là aussi qu'il faut décider les grèves. Il faut des conseils mondiaux où les militants de base participent directement ; des réunions où les délégués des entreprises, les militants des sections locales et des fédérations soient présents. Bref, il faut que tous ceux qui peuvent ensemble créer un contrepoids se retrouvent dans une structure adaptée.

— Concrètement, il faut déjà pouvoir avoir accès à l'information, non ?

— Cela, nous nous en occupons. La première de nos tâches est effectivement d'établir un échange d'informations sur une entreprise : les conditions de travail, les différences de salaires, les revendications collectives. Et ce travail trouve tout de suite des applications immédiates. Un exemple : j'ai participé, il y a un an, à la préparation des négociations collectives chez Goodyear. Nous avons préparé une action de solidarité par des grèves, nous avons prévu le contrôle des stocks, et nous en avons averti la direction avant le début des négociations. Evidemment, cela nous a beaucoup aidé à obtenir ce que nous voulions...

— C'est-à-dire que si le poids des syndicats est assez fort, ils peuvent faire céder les directions sans même avoir recours à la grève ?

— Bien sûr. Et c'est dans les pays en voie de développement que les bienfaits de cette méthode sont les plus visibles. Là-bas, quand le patron voit qu'il a en face de lui un petit syndicat faible, il s'en moque. C'est normal, non ? Mais quand il voit que ce petit syndicat a une extension mondiale, il réfléchit. Nous l'avons constaté bien souvent. Et nous avons eu des expériences qui sont maintenant historiques.

Hoffman-Laroche a une filiale en Turquie. Les travailleurs y étaient surexploités. Ils nous ont avertis. Nous avons alerté nos affiliés et lancé un mouvement de grève. Au bout de huit jours, les travailleurs turcs ont obtenu 65 % d'augmentation.

La compagnie hollandaise Akzo, une des plus grandes compagnies chimiques du monde, voulait licencier 9 employés de sa filiale d'Espagne : la S.e.d.a., à Barcelone. Ces travailleurs étaient des dirigeants syndicaux clandestins. Les tribunaux avaient donné tort aux patrons d'Akzo, mais ils avaient la possibilité de payer aux licenciés de légères indemnités, ne pas les réintégrer et les mettre sur une liste noire. Alors, nous sommes entrés en action. Akzo possède 9 usines aux Etats-Unis et c'est là que nous avons agi : la Fédération des transports américains, le Teamsters, qui est affilié chez nous et compte 2 millions et demi de membres, a annoncé publiquement qu'elle ne transporterait plus aucun produit Akzo sur les routes américaines tant que le problème ne serait pas réglé à Barcelone. Les 9 militants espagnols ont été réintégrés dans leur travail. Voilà le genre d'action que nous menons chaque jour.

Mais il faut aller plus loin. Il faut que nos conseils mondiaux soient reconnus comme représentants syndicaux dans les négociations collectives, afin de signer des contrats sur les problèmes internationaux. Et le principal de ces problèmes, pour nous, c'est l'investissement. Nous voulons forcer les dirigeants des multinationales à discuter de leurs investissements dans le cadre des négociations collectives.

— Cela risque d'être très difficile à obtenir.

— Pas forcément. Dans le passé, les salaires faisaient partie du domaine réservé de la direction. Regardez comment la force de la lutte a contraint les patrons à abandonner ce pouvoir absolu. Nous comptons bien leur arracher aussi le droit de contester le plan de décision. Parce que si l'on n'obtient pas cela, on ne pourra plus garantir les intérêts des travailleurs. Michelin pourra décider de fermer ses usines en France, pour aller investir aux Etats-Unis, et les centrales nationales pourront lancer toutes les grèves qu'elles voudront en France sans arriver à les en empêcher. En effet, Michelin dira : nous n'y pouvons rien, c'est le holding de Bâle qui prend les décisions.

Mais nous, nous allons les forcer à négocier. Si Michelin ne s'assoit pas avec nous autour d'une table pour discuter de l'intérêt de tous les travailleurs français, italiens, ou japonais, nous empêcherons la construction de ses usines. Nous en avons les moyens. Je pense que les dirigeants de Michelin réfléchiront avant de prendre un tel risque : pour construire leurs nouvelles usines, ils investissent 400 millions de dollars et ils paient un taux d'intérêt très élevé pour ces investissements. Donc, si les usines ouvrent un an ou deux plus tard que prévu, cela leur coûtera très cher. Ce sont des arguments auxquels on peut imaginer que Michelin est sensible.

Je parle de Michelin pour vous donner un exemple parmi d'autres : nous avons 18 plans de ce genre... Je ne dis pas que tout est gagné... Mais un nouveau processus est engagé. Dans une branche on perdra, dans une autre on gagnera. En fonction de ces actions, les directions des entreprises comprendront qu'il existe en face d'elles une force réelle, une force que nous mettons chaque jour en place, progressivement, lentement peut-être, mais sûrement. Et je trouve qu'en quelques années, le syndicalisme multinational a déjà fait bien des progrès. Nous sommes même en avance sur notre horaire !

(Propos recueillis par MICHELE BACKMANN).

POUR EN SAVOIR PLUS

*** « L'inflation mondiale et les firmes multinationales ». Charles Levinson (Seuil).**

*** « Le contre-pouvoir multinational : la riposte syndicale » Charles Levinson (Seuil) Deux ouvrages de base.**

*** « I.t.t. Etat souverain ». Anthony Sampson (Editions Alain Moreau). Une étude sérieuse et passionnante du « symbole » des multinationales.**

*** « L'industrie pharmaceutique multinationale ». Charles Levinson. I.c.f. 58, rue Moillebeau - Genève (prochainement réédité au Seuil).**

*** « Ces multinationales qui nous gouvernent » par Christopher Tugendhat, ancien directeur du Financial Times et député britannique (Grasset). Une description plus « officielle ».**

*** « Le livre noir de l'intervention américaine au Chili » Armando Uribe (Collection Combats au Seuil). Un ancien ministre, conseiller à Washington, qui fut aussi ambassadeur à Pékin, a été le témoin des événements du Chili. Parmi les documents qu'il publie : le résumé du plan du Pentagone qui a servi à la préparation du putsch du côté américain. Instructif.**

*** « La C.g.t. et les sociétés multinationales ». Brochure publiée en mars 1973. 213, rue Lafayette, Paris 9e. L'opinion de la première centrale ouvrière française.**

*** « Le Monde diplomatique », du mois de juin 1974 : un dossier complet : « Ces firmes dites multinationales : la puissance et le désarroi ».**

*** « Le Monde diplomatique » de mai 1973, publie un document, intitulé « Les syndicats à la recherche de nouvelles formes d'action », où plusieurs leaders syndicaux décrivent la lutte à mener contre les multinationales. Le Monde, 5, rue des Italiens, 75427 Paris, Cédex 09.**

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 5 JUILLET

Tour de France cycliste (16 h 50, ch. 1 — et tous les jours).

Un film difficile, mais passionnant de Bertolucci, « La stratégie de l'araignée » : l'enquête d'un fils sur l'image d'un père mort « en héros » (20 h 30, ch. 3).

Dans la série Messieurs les jurés : la délinquance juvénile (20 h 35, ch. 2).

Tourisme : la France est-elle hospitalière ? (21 h 20, ch. 1).

SAMEDI 6

Football : match pour la 3e place de la W.m. (15 h 50, ch. 2).

L'adaptation d'un roman peu connu de Vailland : « Un jeune homme seul » (20 h 30, ch. 1).

Top à Maxime Le Forestier (20 h 35, ch. 2).

L'évolution politique des sociétés vue par Hannah Arendt, professeur américain de philosophie politique (22 h, ch. 1).

DIMANCHE 7

« L'envers du décor » : la suite de la série sur les media aux Etats-Unis (14 h, ch. 2).

Football : finale de la W.m. (15 h 50, ch. 1, ou en différé à 20 h 35, ch. 2).

Le couple Burton-Liz Taylor dans « Qui a peur de Virginia Wolf ? » (20 h 45, ch. 1).

Un film méconnu de Stanley Kubrick, « Lolita », à Ciné-club (22 h 20, ch. 2).

MARDI 9

Avant un débat sur le mythe de la Moto, le très surfait film de Benedek « L'équipée sauvage » (20 h 35, ch. 2).

L'Iran, au magazine Latitude 101 (21 h, ch. 1).

MERCREDI 10

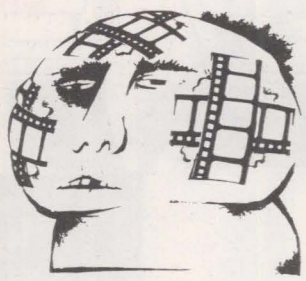
Une évocation du raid britannique de 1942 sur Saint-Nazaire (20 h 30, ch. 3).

L'énergie : témoignages d'un mineur de Merlebach, d'un pétrolier-foreur et d'un technicien de centrale nucléaire (20 h 30, ch. 1).

Ken Russel et Pasolini au magazine Pour le cinéma (21 h 30, ch. 1).

JEUDI 11

Magazine 52 : Cuba ; l'Ethiopie ; le cinéma indien (20 h 30, ch. 3).



Cinéma

*** Ariane Mnouchkine : 1789.**

Filmée par Ariane Mnouchkine pendant les treize dernières représentations, la création collective de la troupe du Théâtre du Soleil sur la Révolution française est un chef-d'œuvre de spectacle populaire. Inspirée par Mai 68, cette fête célèbre l'espoir jamais brisé de la gauche. A voir et pour soutenir la troupe d'Ariane Mnouchkine aux abois et parce que « 1789 » a constitué l'un des événements culturels les plus marquants de ces dernières années.

*** Roger Hanin : Le protecteur.**

Voir le précédent numéro de « l'Unité ».

*** Robert Altman : Nous sommes tous des voleurs.**

Un trio de gangsters évadés dans le Mississipi des années 30, englués dans la crise économique et la routine des hold-up. Altmann, après « Mash », « John Mac Cabe » et « Le privé », continue son décapage systématique des mythes hollywoodiens. Il s'est, cette fois, inspiré d'un roman d'Edward Anderson dont Nicholas Ray avait déjà tiré son film « Les amants de la nuit ».

*** Francis Girod : Le trio infernal.**

Un avocat jouissant d'une tranquille impunité, d'une intelligence tortueuse et de deux muses germaniques trucide de piteuses victimes afin de s'enrichir. Ce film cynique, sardonique et fort brillant est plus qu'une œuvre à scandale : une vigoureuse dénonciation de la crapulerie des puissants « citoyens au-dessus de tout soupçon ».

*** Juillet en Forez (Premier festival du Forez).**

Un mois de diffusion et d'action culturelle. Des concerts à Leignieux-en-Forez, avec répétitions publiques et animation musicale. 40 films sur « l'après-guerre » (1944-1954), à Goutelas. Des soirées cabaret à Sail-sous-Couzon. « Le roi Lear » par le Théâtre de Bourgogne au château de Couzan. De la vidéo et de la photo pour les adolescents. De la sculpture pour les enfants. Des expositions de photos. De l'animation pour adultes avec magnétoscope et cinéma. Et le sculpteur Avoscan qui créera sur place une œuvre monumentale.



Livres

*** Pierre Péan : Pétrole, la 3e guerre mondiale (Calmann-lévy).**

Histoire, stratégie, implications politiques, diplomatiques, etc. d'un gigantesque conflit économique, par un journaliste à l'œil acéré.

*** Yves Bernard et Pierre-Yves Cossé : L'Etat et la prévision macroéconomique (Berger-Levrault).**

Comment la pression des besoins contraint l'Etat à la prévision économique, et comment fonctionnent les mécanismes... et les hommes. Sans « projet de société », la macroéconomie n'est qu'une « technique d'illusion » ; mais le « projet » a besoin de la macroéconomie pour ne pas rester une utopie.

*** M. Dubois : Sigles nationaux et internationaux (chez M. Dubois, rue des Ecoles, 14112 Beuville).**

Patronné par le Centre d'études sur l'information de l'université de Caen, un très utile guide de 20 000 sigles et abréviations.

*** C.l.a.j. : Un chalet réalisé par les travailleurs eux-mêmes (C.l.a.j., 69, rue Condorcet, 75009 Paris).**

Un centre tout neuf dans le Jura accueille cette année les jeunes des Clubs de loisirs et d'action. Une cinquantaine de jeunes travailleurs, sous une forme journalistique, racontent sa réalisation. Du chalet et du livre, ils se sont efforcés de faire une action proprement politique.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1) .....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*60 F* [ ]
normal d'un an à	*100 F* [ ]
de soutien à	*150 F* [ ]
de soutien à	*200 F* [ ]

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire	[ ]
par chèque postal	[ ]
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source	[ ]

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

l'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION

Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES

Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE

François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76-Yvetôt.

JE NE ME SOUVIENS PLUS QUI DE NOUS DEUX A EU L'IDÉE DE PLACER DES MICROS CHES LES DÉM...

CHUT

Y A UN MICRO DANS L'BOULET

ALORS LE COUP DES MICROS CHEZ LES DÉ...

CHUT

Y A UN MICRO DANS L'SAVON

DIS DON

CHUT

Y A UN MICRO DANS LES LENTILLES

HÉ DIS DONC ? AU SUJET DES MICROS CHEZ LES DÉMOCRATES

CHUT

Y A UN MICRO DANS SA COURONNE D'ÉPINES

teich